



LE DEVOIR

Vol. CIII N° 180

LE DEVOIR, LE VENDREDI 10 AOÛT 2012

1,09 \$ + TAXES = 1,25 \$

SONDAGE LÉGER MARKETING-LE DEVOIR

La CAQ gagne six points et brouille les cartes

■ Une lutte à trois se profile ■ Les francophones désertent le PLQ

GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ

Il fait des vagues jusque dans les sondages: l'arrivée mouvementée de Jacques Duchesneau au sein de la Coalition avenir Québec (CAQ) semble en effet avoir donné une forte impulsion au parti de François Legault. Ce dernier est en hausse de six points par rapport au jour 1 de la campagne électorale, et cette remontée laisse présager d'une véritable lutte à

trois d'ici le 4 septembre. C'est ce que révèle le premier coup de sonde de la campagne de Léger Marketing, réalisé pour *Le Devoir* entre lundi et mercredi auprès de 1589 répondants. Il accorde une légère avance au Parti québécois (PQ) de Pauline Marois, à 32%, un point devant les libéraux de Jean Charest (31%). La CAQ se situe maintenant à 27%. Québec solidaire est à 6%, devant Option nationale et le Parti vert (2% chacun).

Le sondage précédent de Léger, publié dans *Le Journal de Montréal* le 1^{er} août (lors du déclenchement de la campagne), accordait 33% des intentions de vote au PQ, 31% au PLQ et 21% à la CAQ. Le président de la firme, Jean-Marc Léger, estime que «la remontée de la CAQ [qui retrouve ses appuis du mois de février] est liée au bon début de campagne de M. Legault, mais surtout à l'effet de la candidature de Jacques Duchesneau»,

confirmée la fin de semaine dernière. L'arrivée du médecin Gaétan Barrette comme candidat a aussi pu jouer positivement, pense M. Léger. Chose certaine, «la CAQ a

VOIR PAGE A 10: CAQ

Lire aussi L'éditorial de Bernard Descôteaux: A prendre au sérieux. Page A 8

La précision des sondages Internet. Page A 9

Une lutte à trois

Si des élections provinciales avaient lieu aujourd'hui, pour quel parti auriez-vous l'intention de voter ?

	Après répartition	Francophones	Autres langues
Parti québécois	32%	39%	3%
Parti libéral	31%	18%	81%
Coal. avenir Québec	27%	31%	9%
Québec solidaire	6%	7%	1%
Parti vert	2%	2%	4%
Option nationale	2%	2%	2%

Étude Léger Marketing réalisée du 6 au 8 août 2012 par Internet auprès de 1589 personnes de plus de 18 ans, réparties dans toutes les régions du Québec. L'étude complète est disponible sur ledevoir.com

Élections Québec 2012

Lire aussi L'éditorial de Josée Boileau: Les vraies questions. Page A 8

Charest voit un complot radio-canadien contre lui. «Le laxisme n'est pas chez nous, il est à Radio-Canada, sur ses règles d'éthique.» Page A 3

Le PQ veut protéger les entreprises québécoises. Pauline Marois propose la création d'un fonds stratégique d'investissement de 10 milliards. Page A 3

Parole de François Legault, le 9 à 5 commença dès le secondaire. «L'horaire n'est pas adapté à la réalité d'aujourd'hui.» Page A 3

Françoise David est prête à soutenir un gouvernement péquiste minoritaire. Page A 5

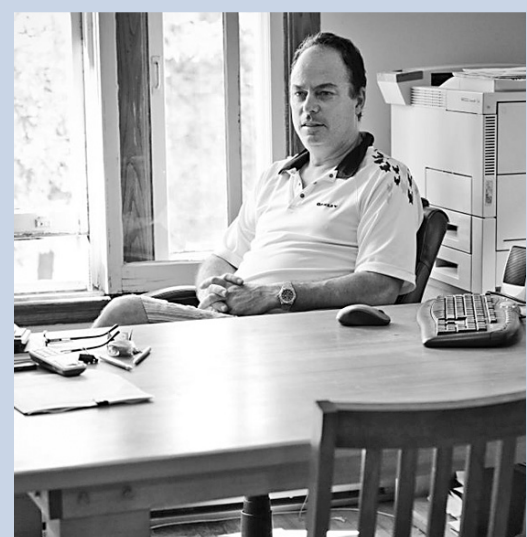
Gabriel Nadeau-Dubois continue à soulever les passions. Page A 4

LE POIDS D'UNE VOIX



30 électeurs pour raconter la démocratie, un projet de l'ONF avec *Le Devoir*

Aujourd'hui Pierre, 52 ans, de Hochelaga-Maisonneuve, conseiller en gestion



«Allez voter et arrêtez de chialer!»
www.ledevoir.com/30electeurs

TRIPLÉ JAMAICAIN AU 200 MÈTRES



Usain Bolt (au centre) a remporté hier le 200 mètres à Londres devant ses compatriotes Yohan Blake (à droite) et Warren Weir. Nos informations en page B 8.

HORS-JEU

Ja' 1-2-3



JEAN DION

Il y avait eux et les autres. Eux: Usain Bolt et Yohan Blake. Les autres, quelques foulées derrière; courir un 200 mètres en 20 secondes et des poussières est largement insuffisant quand on a affaire à un extraterrestre et à son dauphin. Bolt a fait 19,32, Blake 19,44, Bolt a dit qu'il n'était pas au meilleur de sa forme, il a ralenti en fin de parcours, et il faudra trouver un moyen de se raccrocher la mâchoire. Jamais personne n'avait réussi à conserver son titre olympique sur 100 et 200, hé, jamais personne n'avait réussi à conserver son titre olympique sur 200. C'est dingue tout ça. Et puis, ne l'oublions pas, ce Yohan Blake. Il

a vaincu Bolt sur les deux distances aux sélections jamaïcaines, ce qui a d'ailleurs fait dire à ce dernier qu'il est parfois bon de perdre, ça vous ramène sur le plancher des vaches alors que vous avez l'habitude de voler. Blake a dit qu'il relevait du privilège d'être deuxième derrière Bolt. Hier, il a ajouté qu'il devait attendre son tour. Son heure viendra. La question étant de savoir quand.

Quant au meilleur des autres, il s'appelle Warren Weir et il s'adonne à venir du même diable de pays de moins de 3 millions d'habitants — qui célébrait en début de semaine le cinquantenaire de son indépendance — qui fabrique des champions et des championnes de sprint à la chaîne. Lui et Blake n'ont que 22 ans. L'exploit a amené le quotidien de Kingston *Ja-*

VOIR PAGE A 10: TRIPLÉ

Lire aussi Deux nouvelles médailles pour le Canada Page B 9

Montréal suspend l'octroi de 14 contrats à Accurso

JEANNE CORRIVEAU

Par une étonnante coïncidence, la Ville de Montréal a décidé, mercredi, de suspendre l'octroi de 14 contrats totalisant près de 29 millions de dollars à une entreprise de Tony Accurso, quelques heures avant l'arrestation de celui-ci par la Gendarmerie royale du Canada (GRC). L'administration du maire Gérald Tremblay a indiqué hier qu'elle désirait procéder à certaines vérifications avant d'aller de l'avant, préoccupée par la facilité avec laquelle l'entrepreneur décrochait à répétition des contrats de la Ville.

M. Accurso fait partie d'un groupe de cinq suspects qui ont été arrêtés hier matin par la GRC pour une présumée affaire de complot, de fraude et de corruption. La somme d'impôt fédéral détournée atteindrait plus de 3 millions de dollars, a indiqué la GRC. Il a été appréhendé à son domicile de Deux-Montagnes et conduit, menottes aux poings, au

VOIR PAGE A 10: ACCURSO

AUJOURD'HUI



À la folie Le meilleur ennemi de l'homme. Le pigeon est souvent considéré comme un parasite. Qu'en est-il? Page B 10



Avis légaux..... B 8
Décès..... B 6
Météo..... A 6
Mots croisés..... B 10
Petites annonces..... B 6
Sudoku..... B 7

BOUTIQUE PRESTIGE
CHAUSSURES D'ICI ET D'EUROPE

VASTE CHOIX POUR VOS ORTHÈSES

459 ave. Victoria, Saint-Lambert
450.465.5671

294 ch. Knowlton, Knowlton
450.242.1400

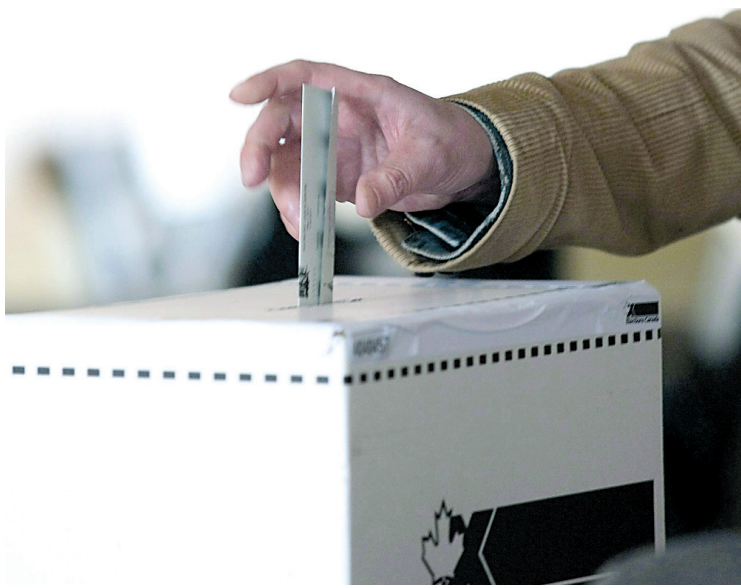
www.boutiqueprestige.ca

SOLDE
FINAL
JUSQU'À 50%



Toni Pons

ACTUALITÉS



CHRIS YOUNG LA PRESSE CANADIENNE

Les appels automatisés auraient tenté d'induire en erreur les électeurs en les avisant faussement du déménagement de leur bureau de scrutin.

APPELS FRAUDULEUX

Les conservateurs demandent un dépôt de 250 000 \$ à leurs opposants

MARIE VASTEL

Correspondante parlementaire à Ottawa

Les conservateurs n'ont pas dit leur dernier mot dans la lutte juridique que leur livre un groupe de citoyens qui dit avoir été victime d'appels frauduleux lors de la dernière campagne électorale.

L'équipe juridique de sept députés conservateurs — dont l'élection est contestée par neuf électeurs représentés par le Conseil des Canadiens — exige de la part de ces derniers qu'ils déposent 250 000 \$ afin d'être assurés que dans l'éventualité où la Cour fédérale tranche en leur faveur, les clients du Conseil des Canadiens puissent déboursier frais et dépens. Les avocats du Parti conservateur ont déposé une motion en ce sens à la Cour fédérale cette semaine; le tribunal s'y penchera le 18 septembre.

En attendant, l'organisation citoyenne de gauche demande à ses sympathisants de l'aider à amasser les fonds. Et sa présidente nationale qualifie la requête de ses opposants de rien de moins qu'une tentative de leur imposer un nouvel obstacle dans cette poursuite. «Alors que ces obstructions incessantes par le Parti conservateur continuent de hausser les frais judiciaires, nous [ne seront pas freinés dans] notre détermination à défendre la démocratie et rétablir les droits des électeurs», a plaidé la directrice du Conseil des Canadiens, Maude Barlow, dans une lettre envoyée aux partisans du groupe pour les inviter à contribuer.

Les citoyens représentés par le Conseil des Canadiens affirment avoir reçu des ap-

pels frauduleux — automatisés et de vive voix — les avisant faussement d'un déménagement de leur bureau de scrutin. Ils mettent en cause six circonscriptions remportées par moins de 900 voix, et moins de 2000 voix pour la septième. Les avocats conservateurs ont tenté — en vain — de faire invalider la poursuite en arguant que leur requête a été présentée trop tard et qu'aucun d'entre eux n'a dans les faits été privé de son droit de vote. «C'est une tentative transparente d'invalider les résultats officiels de l'élection simplement parce que ce groupe activiste ne les aime pas», a commenté le porte-parole du Parti conservateur, Fred DeLorey.

Affidavits

L'entreprise Responsive Marketing Group (RMG) a par ailleurs nié avoir pris part aux appels en question et surtout avoir téléphoné chez l'un des plaignants. Dans une déclaration sous serment déposée mercredi, la compagnie a en outre rejeté les allégations d'une ancienne employée, Annette Desgagné, qui a déclaré dans sa propre déclaration sous serment avoir appelé elle-même des électeurs pour les envoyer voter au mauvais endroit.

Dans une autre déclaration sous serment déposée mercredi, Joe Leuzzi, le directeur de campagne de Joyce Bateman — députée de l'une des circonscriptions en cause, Winnipeg-Centre-Sud — réfute à son tour que son équipe ait participé à une campagne téléphonique qui visait les électeurs d'un faux déménagement de bureau de scrutin.

Le Devoir

Cour suprême : le PQ s'inquiète de voir des fédéralistes choisir le prochain juge

MARIE VASTEL

Correspondante parlementaire à Ottawa

Le Parti québécois ne digère pas que le prochain juge québécois de la Cour suprême soit choisi par des députés fédéralistes, et notamment par le père de la loi sur la clarté Stéphane Dion. Les troupes de Pauline Marois dénoncent la formation d'un comité qu'elles jugent composé d'un «mélange d'individus qui ignorent la réalité québécoise et de fédéralistes qui ont combattu les aspirations du Québec toute leur vie».

Le ministre fédéral de la Justice, Rob Nicholson, a annoncé mercredi les noms des cinq députés qui l'aideront à nommer le prochain magistrat québécois du plus haut tribunal au pays: les conservateurs Jacques Gourde, Kerry-Lynne Findlay et Greg Rickford, ainsi que la néodémocrate Françoise Boivin et l'ex-chef libéral Stéphane

Dion. «Si ce comité doit proposer un juge à la Cour suprême, ce n'est pas l'intérêt du Québec qui primera», s'est inquiété hier Alexandre Cloutier, candidat péquiste dans Lac-Saint-Jean.

Puisque le Bloc québécois ne compte plus que quatre députés à Ottawa, il n'a plus le statut de parti reconnu. Résultat:

Le Parti québécois souhaiterait que le Québec ait un droit de veto sur la nomination du juge

il n'a pas de siège à ce comité de sélection. Mais le ministre Nicholson a précisé dans son communiqué qu'il consultera le juge en chef du Québec, le Barreau du Québec et le ministre de la Justice de la province. «C'est de cette manière que la voix du Québec se fera entendre», a noté Sébastien Grammond, professeur de droit civil à l'Université d'Ottawa.

Qui plus est, les possibles successeurs à la juge Marie Deschamps proviendront nécessairement du Québec. «Il ne faut pas exagérer les craintes concernant les vœux des membres du comité [...] Parce que, de par la courte liste [de candidats], ce sont des gens qui vont déjà remplir les éléments qui font de la juridiction du Québec que c'est différent», a noté Stéphane Beaulac, professeur de droit à l'Université de Montréal.

L'un des députés faisant partie de ce comité, la néodémocrate Françoise Boivin, a peu apprécié cette sortie du Parti québécois, qu'elle qualifie d'«attaque très peu fondée». Car trois des cinq membres du comité sont tout de même des Québécois. Puisqu'il s'agit d'une cour sous juridiction fédérale, il est normal qu'elle soit gérée au fédéral, a-t-elle rétorqué. Et rien n'empêche de le

faire en s'assurant que le futur juge ait une connaissance du droit québécois et de la société québécoise. «Moi, je pense que je suis aussi à même, comme fille du Québec, de le faire», s'est-elle défendue.

Le Parti québécois souhaiterait cependant que le Québec ait un droit de veto sur la nomination d'un juge de la province à la Cour suprême. Le fédéral n'a jamais accepté cette demande, certains s'inquiétant de voir Ottawa se faire soumettre une liste concoctée par un gouvernement souverainiste. «Il est peu probable qu'on nomme à la Cour suprême des gens qui affichent des opinions souverainistes publiquement», a résumé M. Grammond.

À l'instar du chef libéral Jean Charest, le chef caquiste François Legault insiste simplement pour que le Québec soit consulté.

Le Devoir



PEDRO RUIZ LE DEVOIR

Les conservateurs souhaitent transformer la Biosphère en centre météorologique d'ici 2013.

Biosphère : Tremblay doit agir

Projet Montréal a déposé une motion sommant le maire à intervenir auprès d'Ottawa pour maintenir les activités muséales

KARL RETTINO-PARAZELLI

Le débat au sujet du changement de vocation de la Biosphère se transporte à l'Hôtel de Ville de Montréal. Une motion déposée récemment par un conseiller de Projet Montréal somme l'administration Tremblay de faire pression sur le gouvernement fédéral pour maintenir les activités muséales du célèbre dôme du parc Jean-Drapeau.

L'initiatrice de la motion, la conseillère de De Lorimier, Josée Duplessis, invoque un protocole d'entente signé en 1991 par le conseil municipal de Montréal et le gouvernement du Canada. Elle estime que cette entente prévoit le maintien des activités muséales de la Biosphère jusqu'en 2016.

Le gouvernement conservateur a toutefois laissé entendre ce printemps que dans la foulée des coupes budgétaires, l'offre muséale serait remplacée par un centre météorologique d'Environnement Canada d'ici la fin de 2013.

«Aller mettre un siège social de fonctionnaires dans un parc comme ça, ça n'a aucun sens! Ça veut dire que ce n'est plus un édifice patrimonial, que ce n'est plus un édifice accessible au public non plus, qu'il perd sa vocation première», s'insurge la conseillère municipale.

Elle assure que le protocole d'entente qui lie la Ville au gouvernement fédéral est contraignant et que celui-ci doit obtenir l'aval du conseil municipal pour modifier la vocation de la Biosphère. «Mais on connaît les conservateurs et leur côté assez cow-boy. Ils pourraient

très bien menacer de fermer la biosphère, ajoutez-elle. Il faut que le maire Tremblay fasse du lobbying auprès du gouvernement fédéral.» La motion devrait être débattue à l'Hôtel de Ville le 20 ou le 21 août prochain.

Le vice-président du comité exécutif et responsable de l'environnement et du développement durable à la Ville de Montréal, Alan DeSousa, a refusé d'indiquer si la Ville accèdera ou non aux demandes de Projet Montréal. «La motion est intéressante, mais nous ne nous prononcerons pas sans avoir tous les faits, toutes les analyses. [...] On va avoir des discussions avec Environnement Canada et on va être capable de faire une analyse complète sur ce qu'ils ont en tête et sur nos droits et nos obligations vis-à-vis du bâtiment», s'est-il contenté d'affirmer, sans préciser à quel moment ces discussions pourraient mener à une décision.

«Il faut s'assurer de faire une bonne analyse des droits et obligations de chacun», a-t-il répété. La Biosphère est «le seul musée d'environnement en Amérique du Nord». Environ 90 000 visiteurs — en majorité des groupes scolaires — s'y rendent chaque année pour profiter d'activités éducatives au sujet des grands enjeux environnementaux. Au début des années 1990, le gouvernement fédéral a investi plus de 17 millions de dollars pour l'aménagement et l'exploitation du Centre d'interprétation sur l'eau et l'environnement afin de souligner le 350^e anniversaire de la Ville de Montréal en 1992.

Le Devoir

SÉJOUR À SAGARD

Lobbyisme : Sabia est blanchi

MÉLANIE MARQUIS

Michael Sabia n'a pas pris part à des activités de lobbying lors de son séjour à Sagard en août 2011, a tranché hier le Commissaire au lobbying au Québec.

La vérification «n'a pas permis d'établir que des activités de lobbying ont été exercées au sens de la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbying», a indiqué le Commissaire dans un bref communiqué.

Le rapport produit par la commission ne sera pas rendu public, car les informations de nature personnelle y figurant sont protégées par la législation en matière de protection des renseignements personnels. «Lorsqu'on peut rendre publiques les informations, on le fait, mais dans ce cas-là, comme l'objet de la vérification était une rencontre de nature privée, notre rapport contient plusieurs éléments de nature confidentielle», a expliqué Louise-Andrée Moisan, la directrice des communications du Commissaire au lobbying au Québec.

Le président et chef de la direction de la Caisse de dépôt et placement du Québec faisait l'objet d'une enquête depuis que sa présence au somptueux domaine familial des Desmarais en août 2011 avait été révélée dans un article du *Journal de Québec*.

Le Parti québécois (PQ) avait réagi en demandant au Commissaire au lobbying du Québec de se pencher sur cette affaire. Le Commissaire au lobbying du Québec avait toutefois déjà décidé de procéder à des vérifications avant l'intervention du PQ. «La vérification a commencé à l'initiative du commissaire», a toutefois indiqué M^{me} Moisan.

Le dossier d'enquête sur les liens unissant Power Corporation — propriété de la famille Desmarais — et les représentants de la sphère politique, ouvert à la demande du député de Québec solidaire, Amir Khadir, est toujours en cours.

La Presse canadienne



LA GRÈCE EST DE RETOUR

les meilleurs vins de la Grèce

chez
Milos
et
CAVA



estiatorio
Milos
514.272.3522
5357 Avenue du Parc,
Montréal, Qc H2V 4G9
www.estiatoriomilos.com



CAVA
restaurant
514.273.7772
5551 Avenue du Parc,
Montréal, Qc H2V 4H2
www.cavarestaurantmontreal.com

Pour annoncer dans ce regroupement, communiquez avec Ousmane Charles Touré au 514.985.3457 ou octoure@ledevoir.com

Sophie DOWNS
Membre O.P.Q. et R.C.P.O.S.S.

Psychologue clinicienne
ADULTES · COUPLES
25 ANS D'EXPÉRIENCE

514-861-0630
VIEUX-MONTRÉAL

LOTO QUÉBEC Résultats des tirages du : 2012-08-08

649	06 08 18	36	49	06 14 27	12
	20 40 42	compl.		41 43 46	compl.

Prochain gros lot (approx.) : 30 000 000 \$

Extra 5681806

CE SOIR, 40 MILLION \$

En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

ÉLECTIONS QUÉBEC 2012

FILATURE INTERROMPUE

Charest voit un complot radio-canadien contre lui

ROBERT DUTRISAC
à Québec

Toujours aussi outré par le reportage de Radio-Canada sur la filature d'Eddy Brandone à laquelle on l'associe, Jean Charest a laissé entendre qu'on a cherché à nuire à sa campagne.

«*Disons que le timing est choisi: on est en campagne électorale*», a déclaré Jean Charest dans un point de presse en matinée hier. En plus de critiquer le travail des journalistes comme il l'avait fait la veille, il s'en est pris à «*ceux qui dirigent Radio-Canada et qui ont pris la décision*» de diffuser ce reportage.

En revanche, l'hypothèse que l'establishment fédéraliste qui l'a convaincu de faire le saut en politique au Québec en 1998 le largue aujourd'hui pour jeter son dévolu sur François Legault lui apparaît comme une «*grande théorie des complots*».

Jean Charest n'entend pas se laisser distraire de la campagne électorale par cette affaire. C'est pourquoi il n'adressera pas de mise en demeure à Radio-Canada et ne se plaindra pas à son ombudsman. «*Il n'y a rien d'exclu, mais je ne suis pas là-dedans*», a-t-il dit.

Sur le fond, Jean Charest a répété qu'il n'est jamais intervenu dans des enquêtes policières et,

de là, pour que la Sûreté du Québec cesse sa filature de l'ex-trésorier de la FTQ-Construction, Eddy Brandone, un militant libéral qu'il connaît du temps qu'il était candidat à la chefferie du Parti progressiste-conservateur en 1993. Dans le reportage, on apprend que la SQ a abandonné la filature de Brandone quelques minutes après que ce dernier eut parlé à Jean Charest lors d'une activité officielle en mars 2009.

«*J'ai la conscience en paix et je ne pense pas que ce soit la même chose à la Société Radio-Canada*», a-t-il laissé tomber.

Est-il préoccupant qu'une personne qui aurait des liens avec le monde interlope puisse facilement rencontrer le premier ministre du Québec? «*Les gens sont bien capables de faire la part des choses. On fait des vies publiques, on rencontre des milliers de personnes*», a-t-il fait valoir. L'entourage du premier ministre n'a rien à se reprocher. «*Le laxisme n'est pas chez nous, il est à Radio-Canada, sur ses règles d'éthique journalistique*», a-t-il dit. Toutefois, il est arrivé que la SQ lui fasse des mises en garde concernant certains individus, a-t-il reconnu, mais «*rarement*».

Dans un point de presse hier, François Legault s'est dit «*troublé*» par le reportage et demande davantage d'explications de la part de Jean Charest. «*Il faut aller plus loin que cela pour savoir qui a*

donné l'ordre», juge le chef caquiste.

Selon lui, «*ce n'est pas complètement un hasard*» qu'une filature a été arrêtée après une rencontre avec le premier ministre, mais François Legault croit qu'il faut «*faire confiance*» au chef libéral, qui affirme ne pas être intervenu dans le travail de la SQ.

L'idée de s'en prendre à des journalistes n'est pas de bon augure, selon le chef de la CAQ. «*Lorsqu'un politicien commence à s'en prendre aux journalistes, c'est parce que c'est le début de la fin*».

Quant à Pauline Marois, elle s'est montrée sceptique devant les explications de Jean Charest, hier, à Saguenay. Le soir de la première diffusion du reportage, mercredi, elle avait affirmé que c'était là un autre «*scandale libéral*». Hier, elle a nuancé: «*Ça a des odeurs de scandale*».

Pour la Fédération professionnelle des journalistes du Québec (FPJQ), il n'appartient pas au premier ministre de dicter aux médias leurs choix rédactionnels. «*C'est précisément parce que le Québec est en campagne électorale que le sujet de cette filature interrompue, sur une connaissance de longue date de M. Charest, est d'intérêt public*», écrit la FPJQ dans son communiqué.

Avec Jessica Nadeau et Antoine Robitaille
Le Devoir



«*Le laxisme n'est pas chez nous, il est à Radio-Canada, sur ses règles d'éthique*»

— Jean Charest

Les Québécois pourront devenir actionnaires du Plan Nord

ROBERT DUTRISAC
à Québec

Jean Charest souhaite que les Québécois puissent investir personnellement dans le Plan Nord.

Un prochain gouvernement libéral mettra en place Épargne

Plan Nord, un crédit d'impôt d'un maximum de 500 \$ pour les contribuables qui investiront dans des fonds qui détiennent principalement des participations dans des entreprises liées aux ressources naturelles, mais aussi dans des sociétés acUUtives sur

les chantiers dans des domaines connexes comme la soudure, le forage, l'équipement minier et les maisons préfabriquées.

Ce crédit d'impôt non remboursable s'élèvera à 10 % d'un investissement maximum de 5000 \$ par an, a promis le chef libéral.

Ces fonds seraient administrés par le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (FTQ), le Fonds de la CSN et le Capital régional et coopératif Desjardins.

Le Devoir



CLÉMENT ALLARD LA PRESSE CANADIENNE

À Saguenay, la chef du Parti québécois a indiqué son intention de créer un fonds de 10 milliards pour soutenir la croissance des entreprises québécoises et leur permettre d'éviter d'être avalées par la concurrence étrangère. Pauline Marois a fait cette annonce devant un magasin de la chaîne Rona, qu'une compagnie américaine souhaite racheter.

Le PQ veut protéger les entreprises québécoises

Accusée de plagiat par François Legault, Pauline Marois annonce la création d'un fonds stratégique d'investissement de 10 milliards

ANTOINE ROBITAILLE
à Saguenay

François Legault accuse Pauline Marois d'avoir «*copié*» la CAQ en proposant d'utiliser la Caisse de dépôt pour freiner l'exode des sièges sociaux du Québec. Le Parti québécois rétorque que la mesure se trouvait déjà dans son programme en 2008 et qu'à l'époque, François Legault lui-même l'avait annoncée et promue.

C'est devant un magasin Rona à Saguenay que Pauline Marois s'est engagée hier à créer un «*fonds stratégique d'investissement de 10 milliards*» afin d'empêcher les prises de contrôle étrangères d'entreprises québécoises. Rona fait actuellement l'objet d'une offre d'achat non sollicitée de l'entreprise américaine Lowe's.

Un phénomène trop fréquent, estime Pauline Marois: «*Astral, La Senza, Alcan, Domtar, Bauer, Van Houtte, Abitibi-Consolidated, Sico, la liste des sièges sociaux quittant le Québec ne cesse de s'allonger depuis neuf ans*». Selon elle, si la Caisse avait disposé d'un tel fonds en 2008, elle aurait pu empêcher la vente d'Alcan à Rio Tinto puisque, comme détentrice d'actions d'Alcan, elle aurait eu «*voix au chapitre*» lorsque la décision se serait prise.

Plagiat!

Le chef de la CAQ, François Legault, a réagi à l'annonce péquiste en accusant son ancienne collègue de plagiat: «*Le PQ copie la CAQ*», a-t-il écrit sur Twitter.

En point de presse, il a affirmé que le PQ ne va pas assez loin. «*Mme Marois propose la moitié de la mesure. Je pense qu'elle aurait dû la copier au complet*». Selon lui, pour protéger les 25 «*fleurons les plus importants du Québec*», parmi lesquels il mentionne CGI et Bombardier, il faut doubler les investissements de la Caisse dans les entreprises québécoises.

Actuellement, sur quelque 160 milliards de la Caisse, 20 milliards sont investis dans les capital-actions, les dettes des entreprises au Québec, soit environ 12%. «*Il faut doubler ce montant*», a-t-il insisté.

Au PQ, on estime qu'il faut éviter de «*déstabiliser la Caisse*» en se limitant à 10 milliards. Et on ne s'entend pas sur les chiffres. Selon leur calcul, on passerait de 41 milliards d'investissement au Québec à 51. La part québécoise, de 20% actuellement, passerait ainsi à 25%. 10 milliards est d'ailleurs le montant du Fonds antiprise de contrôle que M. Legault, à l'époque où il était péquiste, avait défendu lors de la précédente campagne électorale. Le 19 novembre 2008, *La Presse* citait d'ailleurs M. Legault à ce sujet: «*Nous proposons de créer un nouveau fonds de 10 milliards géré par la Caisse pour aider les entreprises québécoises*» et éviter les «*prises de contrôle des sociétés québécoises par des intérêts étrangers*».

«Virage majeur»

Pauline Marois a du reste expliqué que le fonds de 10 milliards ne serait «*pas géré par le gouvernement*», mais par les «*spécialistes de la Caisse*». Il ferait toutefois partie d'un «*virage*

majeur» qu'un gouvernement Marois imposerait à la Caisse. En fait, le chef péquiste soutient qu'il faut revenir à l'esprit des origines de la Caisse, en 1965, dont l'objectif initial était de favoriser le développement économique du Québec. Elle reproche à Jean Charest d'avoir rompu avec cet esprit après son accession au pouvoir en 2003 où, a-t-elle dit, il a changé sa mission pour la centrer sur les «*rendements absolus*», ce qui aurait conduit en partie aux pertes records de 40 milliards en 2008.

Un troisième changement complèterait le virage: celui de la Loi sur les sociétés par actions. Désormais, les administrateurs ayant à se prononcer sur une offre d'acquisition devraient «*obligatoirement*» prendre en considération «*l'intérêt général de l'entreprise*», ce qui comprend celui des travailleurs, mais aussi de la collectivité. Des dispositions semblables existent aux États-Unis et au niveau fédéral canadien aussi, a souligné le critique péquiste en matière de finance, Nicolas Marceau.

Pauline Marois peut-elle imaginer l'actuel président de la Caisse, Michael Sabia, opérer ce virage? La chef péquiste avait critiqué la nomination de M. Sabia par Jean Charest. Mais hier, elle a soutenu ne pas vouloir «*porter de jugement*» sur l'homme. «*On a vu que dernièrement, il est plus sensible à la nécessité d'investir au Québec*», a-t-elle noté, indiquant qu'une fois première ministre, elle s'assurerait que les dirigeants de toutes les grandes sociétés d'Etat partageraient la vision de son gouvernement.

Avec Jessica Nadeau
Le Devoir

Confidences d'une aspirante au poste de premier ministre

ANTOINE ROBITAILLE
à Saguenay

Il y a moins de femmes que d'hommes en politique, croit Pauline Marois, parce que plusieurs d'entre elles «*ont des problèmes de confiance en elles*».

La chef péquiste était questionnée par les médias sur un grand portrait d'elle publié dans la dernière livraison du magazine *L'actualité*. M^{me} Marois y confie avoir eu elle-même des problèmes de ce type. Selon elle, les femmes douteraient davantage que les hommes de leurs capacités. «*C'est dommage*», a soutenu la politicienne, parce que «*souvent*», elles possèdent des curriculum vitae «*nettement plus intéressants*» que «*ceux des gars*».

La présence relative récente des femmes en politique explique en partie cet état de fait. «*C'est récent que les femmes [...] exercent des rôles d'autorité*». Elle a confié avoir encore des doutes, «*certaines jours*». «*Je vais vous dire, je pense que ce n'est pas mauvais. Parce que ça me permet d'être meilleure*».

Dans le portrait de *L'actualité*, M^{me} Marois confie aussi que de perdre les prochaines élections serait plus aisé que de les remporter. «*La défaite est pas mal plus simple. Dans le sens où j'ai tellement de possibilités dans la vie de faire d'autres choses. C'est la victoire qui est compliquée*». Elle va même jusqu'à parler d'«*ivresse de la liberté*» si elle perd. S'expliquant hier, elle a soutenu qu'il serait extrêmement exigeant de diriger le Québec et cela impliquerait pour elle «*d'énormes contraintes*». «*Je connais exactement ce que cela comporte, mais c'est ce choix-là que je préfère. C'est pour servir les Québécois*», a-t-elle précisé.

Par ailleurs, dans le portrait, M^{me} Marois revient sur la crise que la formation politique a traversée de juin 2011 à janvier 2012. M^{me} Marois admet avoir songé à quitter son poste à trois reprises. Elle confirme aussi que l'ancien chef du Bloc québécois Gilles Ducespepe souhaitait la remplacer, mais qu'il désirait être couronné. Or, plusieurs membres du caucus, dont Bernard Drainville, se voyaient aussi à la place de la chef. Elle soutient ne pas être embêtée par ces ambitions. Elle-même a souhaité à une époque remplacer Bernard Landry: «*Je l'ai dit souvent à Bernard Drainville. Je ne suis pas éternelle, le cimetière est rempli de gens irremplaçables*».



Le Devoir

ÉLECTIONS QUÉBEC 2012

GABRIEL NADEAU-DUBOIS

Le militant continue de soulever les passions, même après sa démission

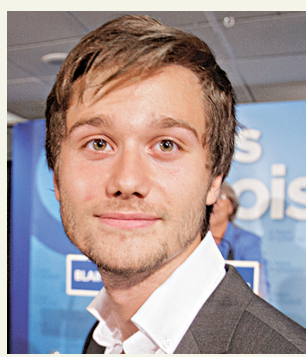
Les railleries succèdent aux hommages dans les réseaux sociaux



Martine Desjardins : « Il ralliait les gens autant qu'il était contesté. »



Éliane Laberge : « Nos adversaires vont chercher un nouveau bouc émissaire. »



Léo Bureau-Blouin : « Gabriel a donné tout ce qu'il a pu. »

AMÉLIE DAOUST-BOISVERT

Victoire de ses adversaires pour les uns, démission « à la fois triste et courageuse » pour les autres, psur les réseaux sociaux, plusieurs militants ont tenu à remercier personnellement Gabriel Nadeau-Dubois pour son engagement en apprenant qu'il tirait sa révérence.

À l'image des réactions polarisées qu'il suscitait pendant son mandat, Gabriel Nadeau-Dubois est salué et décrié à la fois pour son départ, dit la présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), Martine Desjardins. « Je pense que Gabriel ralliait autant les gens qu'il était contesté par d'autres. » Elle déplore que le gouvernement l'ait utilisé comme « tête de Turc ». « Je trouve ça très dérangeant qu'on laisse une tribune à un premier ministre pour intimider quelqu'un. Lui faire porter le fardeau, c'était de l'irresponsabilité. »

Éliane Laberge, de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), croit que les adversaires du mouvement étudiant « vont sûrement trouver un nouveau bouc émissaire ». Ce départ aura-t-il une influence sur le mouvement ? « C'est un changement important, dit-elle, mais ça peut aussi démontrer une forme de changement. »

En conférence de presse sur un autre sujet, la co-porte-parole de la CLASSE Camille Robert a affirmé que, « dans notre cercle de travail, nous savions depuis quelques jours qu'il allait quitter [son poste]. S'il part, c'est qu'il est confiant que le mouvement peut conti-

nuer sans lui. » « Nous ne pensons pas que ce soit une menace sérieuse [à la mobilisation]. Gabriel avait acquis un rôle important pour les médias, mais le mouvement étudiant ne compte pas seulement sur lui », dit Frank Lévesque-Nicol, de l'AFESH, l'Association facultaire étudiante des sciences humaines de l'UQAM.

Interrogé sur la démission de son ancien compagnon d'armes, Léo Bureau-Blouin, ex-président de la Fédération étudiante col-



« S'il part, c'est qu'il est confiant que le mouvement peut continuer sans lui »

— Camille Robert

légière du Québec (FECQ) devenu candidat pour le Parti québécois, demeure prudent. Les porte-parole « ont vécu des situations difficiles, particulièrement pendant la grève étudiante. Je pense que Gabriel a donné tout ce qu'il a pu ». Il se garde bien de critiquer ouvertement son ancien collègue au discours plus radical.

Les détracteurs de Gabriel Nadeau-Dubois, eux, n'ont pas manqué de le railler une dernière fois. Sur Twitter, les attaques personnelles et les critiques côtoyaient les remerciements et les hommages.

Les politiciens en campagne réagissent

S'il a été sévère à l'endroit de Gabriel Nadeau-Dubois, ce n'était pas « personnel », a soutenu Jean Charest hier. « Je ne fais pas campagne

contre M. Nadeau-Dubois. C'est pas personnel et je ne [lui] veux pas de tort. » Le chef libéral demeure critique du discours du porte-parole étudiant. « Je laisse le soin aux gens le soin de juger le sens de ses propos », a-t-il dit. Sans croire que le mouvement s'essouffle, il a dit voir des « signes encourageants ces derniers jours » qui permettent d'espérer une rentrée « au bénéfice des étudiants ».

De son côté, le chef du Parti québécois, Pauline Marois, croit qu'« il faut avoir du respect » pour Gabriel Nadeau-Dubois, malgré sa tendance à parfois « exagérer ».

Selon le chef péquiste, l'ex-porte-parole de la CLASSE n'est « absolument pas » responsable des débordements qui ont marqué quelques manifestations du conflit étudiant.

Françoise David a salué le militant en écorchant Jean Charest au passage. « Je trouve que c'est infect, la façon dont M. Charest s'est comporté avec la CLASSE et avec Gabriel Nadeau-Dubois. » Elle a d'ailleurs ouvert la porte de son parti au jeune homme, qui n'envisage pas la politique pour le moment.

François Legault a simplement déclaré que « c'est un jeune qui a beaucoup de talent, qui est très charismatique », et il lui « souhaite bonne chance même [s'il n'est] pas du tout d'accord avec ses positions ».

Avec Jeanne Corrivé, Nancy Caouette, Antoine Robitaille, Jessica Nadeau et Robert Durrizac
Le Devoir

Des étudiants organisent la résistance hors frontières

RAPHAËL DALLAIRE FERLAND

Les premiers jours de la rentrée scolaire ne mettront pas un terme à la grève étudiante, et ce, malgré la loi spéciale qui ordonne la reprise des cours la semaine prochaine. Deux associations étudiantes ont dévoilé hier un plan d'action devant rallier des militants du Québec, de l'Ontario et des États-Unis, qui convergeront vers les piquets de grève pour rendre inéxecutable la loi 12.

« Notre mandat sur la loi spéciale est clair : nous la contestons et nous la déjions », a affirmé d'emblée Ève-Claude Valade, de l'Association étudiante de Saint-Laurent (AECSL). « Il est très important de la contester afin qu'elle ne soit jamais effective », a renchéri son frère et co-porte-parole Maxence Valade, qui a perdu un œil à la suite de l'émeute de Victoriaville du 4 mai.

Le pilier central du plan d'action consiste à consolider le blocage de tous les cégeps et universités du Québec. « Nous sommes solidement responsables des lignes de piquetage », a déclaré Frank Lévesque-Nicol, secrétaire à la coordination de l'Association facultaire des étudiants en



Ève-Claude Valade fait partie des quatre représentants étudiants qui ont dévoilé un plan d'action visant à contrer la loi spéciale et à maintenir la grève.

sciences humaines (AFESH).

Aux militants québécois se joindront des trouves venues de l'Université York, de l'Université de Toronto, de Guelph, de London et de Thunder Bay. Des États-Unis, on attend la National Student Power Convention de l'Ohio.

« Le mouvement [étudiant du Québec] a rayonné à travers le monde entier. En Amérique du Nord, il y a des gens qui commencent sérieusement

à songer à faire une grève générale », selon Nicol-Lévesque.

En plus d'annoncer des renforts internationaux et de réaffirmer la détermination de leurs groupes de soutien (Profs contre la hausse et Mères en colère et solidaires, par exemple) à contester la loi 12, les représentants ont lancé un appel national. « On appelle toute la population à participer [...] car on ne le fait pas que pour nous, mais pour tous ceux qui ne sont

pas encore en âge d'aller à l'école et de voter », a déclaré Caroline Tanguay, de l'AFESH.

Les deux associations affiliées à la CLASSE, consolideront les blocages en produisant un soutien humain, logistique et financier. À ce titre, M. Nicol-Lévesque dit qu'il serait heureux que les associations étudiantes, appauvries par six mois de grève, reçoivent davantage d'aide financière de la part des centrales syndicales.

S'ils respectent la souveraineté des associations ayant voté le retour en classe, les quatre représentants ont souligné à grands traits leur refus d'agréer à une trêve électorale. « Une trêve se joue à deux, et le gouvernement Charest ne fait pas de trêve. Il continue de négocier avec les profs et il détient encore les pouvoirs exécutifs », a martelé Frank Nicol-Lévesque. « Jean Charest mène une campagne sur l'ordre ; si on lui donnait raison en acceptant une trêve électorale, on lui donnerait des points », a ajouté Maxence Valade.

L'initiative de l'AFESH et de l'AECSL vise à maintenir le mouvement de grève, qui a perdu ses premières plumes lors trois cégeps ont voté le retour en classe cette semaine.

Le Devoir

Élections Québec 2012

L'horaire des chefs aujourd'hui

Parti libéral
Jean Charest donne une conférence de presse à Val-d'Or, en début de matinée

avant de se rendre à Chapais pour une visite d'entreprise.

Parti québécois
Pauline Marois rencontre la presse en milieu de matinée à Québec.

Coalition avenir Québec
François Legault donne un point de presse en début de journée à Saint-Célestin, avant de se rendre à Notre-Dame-du-Bon-Conseil pour une visite d'entreprise en après-midi.

Québec solidaire
Amir Khadir et Françoise David présentent à Montréal le cadre financier de leurs engagements.



« Continuellement, sur le terrain, les gens me disent que l'horaire n'est pas adapté à la réalité d'aujourd'hui. Les deux parents travaillent et les enfants passent du temps entre le moment où ils arrivent de l'école et le souper à jouer au Nintendo ou à "vegger". »

Retour en classe au cégep André-Laurendeau

KARL RETTINO-PARAZELLI

Après les cégeps de Saint-Jérôme et de Valleyfield mercredi, ce fut au tour des étudiants du cégep André-Laurendeau de se prononcer hier en faveur d'un retour en classe. Environ 250 des 4000 membres de l'Association générale des étudiants du cégep André-Laurendeau (AGECAL) ont participé à un vote à main levée, 80 % des étudiants s'opposant à la poursuite de la grève.

L'Association des étudiantes et étudiants en anthropologie de l'Université de Montréal (AEEUM) et celle des étudiants des cycles supérieurs en anthropologie de l'Université de Montréal (AECSAUM) devaient également passer au vote hier. Au moment de mettre sous presse, aucune confirmation des résultats n'avait

toutefois pu être obtenue. Pour ce qui est de l'Association facultaire des étudiants en arts de l'UQAM (AFAEA), le vote de reconduction de la grève a été remis à une assemblée générale ultérieure.

Les prochains étudiants appelés à se prononcer sur la poursuite ou non de la grève sont ceux du cégep Saint-Laurent. Ils se réuniront samedi à 11 h.

Par ailleurs, la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) conclut aujourd'hui la tournée qu'elle a menée à travers le Québec pour rencontrer la population et discuter de politique. Le rassemblement aura lieu à 18 h à l'Olympia et réunira plusieurs artistes. Le porte-parole Gabriel Nadeau-Dubois devrait y faire une dernière apparition publique.

Le Devoir

Parole de François Legault, le « 9 à 5 » commencera dès le secondaire

JESSICA NADEAU à Blainville

François Legault propose d'ajouter cinq heures d'activités parascolaires par semaine au secondaire pour favoriser la réussite des adolescents et faciliter la conciliation famille-travail.

Dans la cour de l'école Lucille-Teasdale à Blainville, où François Legault tient son point de presse quotidien, trois jeunes flânent sur leurs vélos. Ils regardent d'un air distrait l'agitation autour du chef caquiste. Passer plus d'heures à l'école ? Ils sont loin d'être convaincus. « Ça dépend de ce qu'on va faire », répond une jeune fille. Si c'est du travail, c'est non. Elle hésite quelques secondes. « Et pas le vendredi ! », renchérit-elle sur un ton impérieux.

Ce que propose la Coalition avenir Québec, c'est que les jeunes fassent du « 9 à 5 » à l'école. Mais pas question d'augmenter les heures de cours. On veut rendre l'école « le fun » et donner un sentiment d'appartenance aux jeunes avec des activités sportives et culturelles, tout en aidant les parents avec de l'aide aux devoirs.

« Continuellement, sur le terrain, les gens me disent que l'horaire n'est pas adapté à la réalité

d'aujourd'hui. Les deux parents travaillent [et] les enfants passent du temps entre le moment où ils arrivent de l'école et le souper à jouer au Nintendo ou à "vegger", comme ils disent. »

Selon la Coalition avenir Québec, l'école secondaire est une « étape cruciale » dans l'éducation des enfants. Et la réalité du décrochage scolaire, qui rattrape un garçon sur quatre au secondaire, est un « drame humain » qu'il faut combattre. Plutôt que d'attendre qu'ils décrochent pour les rattraper, mieux vaut « les accrocher dès le départ avec des activités qui les intéressent » et un horaire qui est « plus adapté au cycle de sommeil des adolescents », estime Chantal Longpré, ex-présidente de la Fédération québécoise des directions d'établissement d'enseignement (FQDE) et candidate de la CAQ dans Repentigny.

Pas de « mur à mur »

Cette mesure, qui s'inspire du privé, s'inscrit dans la continuité des aménagements de conciliation famille-travail annoncés par François Legault depuis mercredi.

La CAQ, qui veut abolir les commissions scolaires, laisserait toute l'autonomie aux écoles pour gérer leurs horaires. Pas question, donc, d'imposer du « mur à mur ».

Cette mesure coïnciderait à un gouvernement

caquiste 290 millions à terme et nécessiterait l'embauche de nouveau personnel. La CAQ estime que 10 000 enseignants seraient prêts à assumer ces nouvelles tâches — avec un salaire adapté — et qu'il faudrait engager quelque 10 000 autres professionnels pour encadrer les enfants dans leurs activités parascolaires.

Comment tout cela sera-t-il financé ? Encore une fois, François Legault demande de lui faire confiance en attendant le dépôt de son cadre financier. Mais il répète que « ça va balancer ».

« Si je suis revenu en politique, c'est à cause de l'éducation », a-t-il soutenu hier. Pourtant, il y a quelques jours à peine, François Legault affirmait dans les mêmes mots : « Si je suis revenu en politique, c'est pour faire le grand ménage au Québec. »

Le chef caquiste ne voit pas d'incohérence dans ce changement de message ponctuel. « Ce n'est pas une fin en soi de lutter contre la corruption. Mais c'est une étape préalable pour être capable de relancer le Québec [...] Et pour relancer le Québec, la priorité absolue, ça doit être l'éducation. »

Rencontre citoyenne

Plus tôt hier, François Legault est allé prendre un café avec un citoyen de Mascouche.

Le Devoir



Françoise David a lancé hier sa campagne électorale en compagnie de militants. La co-porte-parole de Québec solidaire tente une fois de plus de se faire élire dans la circonscription de Gouin.

Françoise David est prête à soutenir un gouvernement péquiste minoritaire

NANCY CAOUETTE

Si le Parti québécois (PQ) formait un gouvernement minoritaire à l'issue du prochain scrutin, Québec solidaire (QS) serait disposé à remplir les sièges manquants à la majorité parlementaire avec les candidats qu'il pourrait faire élire, a affirmé la co-porte-parole de QS Françoise David lors de l'inauguration de ses locaux de campagne dans Gouin, à Montréal, hier.

« Dans l'éventualité où le PQ formerait un gouvernement minoritaire, et où Québec solidaire aurait plusieurs circonscriptions, évidemment, on appuierait toutes les mesures progressistes, souverainistes, écologistes que proposerait un gouvernement péquiste », a précisé la candidate de QS dans Gouin, en

qualifiant la possible coalition de « gros bon sens ».

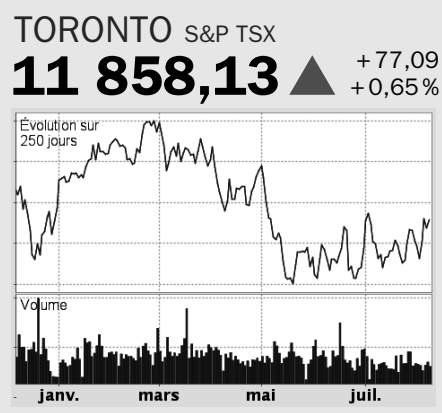
Une poignée de militants de QS de la circonscription de Gouin, dont les actions et les convictions incarnent de grandes lignes du programme de QS, telles que la gratuité scolaire, l'imposition de redevances sur l'eau et la lutte contre les inégalités sociales, ont pris la parole pour rendre hommage à Françoise David. Adressant un large sourire à la centaine de partisans rassemblés dans ses locaux de la rue Saint-Zotique, Françoise David a, par la suite, assuré que, cette fois, « c'était la bonne », et qu'elle mènerait une lutte féroce contre ses adversaires afin d'occuper un siège au Parlement aux côtés de son acolyte Amir Khadir.

M^{me} David affichait une

confiance à toute épreuve quant à ses chances d'emporter la victoire contre son principal opposant, le député péquiste sortant Nicolas Girard, qui a remporté la circonscription de Gouin en 2008 avec une majorité de 10 % des votes. « Si je n'avais pas de chances de gagner dans Gouin, je ne m'y serais pas représentée, assure Françoise David. Je crois que tout le travail que j'ai fait dans mon quartier depuis 2008, même si je n'étais pas élue, et l'appui des jeunes, de plus en plus nombreux dans Gouin, feront la différence. J'ai déjà acquis un bassin de 32 % des votes en 2008, il ne me manque pas beaucoup pour gagner », a-t-elle fait valoir devant les médias présents pour l'occasion.

Le Devoir

MARCHÉS BOURSIERS



LES INDICES DE LA BOURSE DE TORONTO

Indice	Volume (000)	Fermeture	var. pts	var. %	Indice	Volume (000)	Fermeture	var. pts	var. %
S&P TSX	145 392	11 858,13	+77,09	0,7	Matériaux	45 488	305,89	+3,23	1,1
S&P TX20	57 529	582,22	+3,24	0,6	Immobilier	4 468	232,87	-1,38	-0,6
S&P TX60	73 609	675,64	+3,87	0,6	Télécoms	2 846	109,43	+1,08	1,0
S&P TX60 Cap.	73 609	747,13	+4,29	0,6	Serv. collect.	2 358	224,87	+0,82	0,4
Cons. de base	3 397	232,55	+2,49	1,1	Métaux/minerais	7 937	867,62	+6,09	0,7
Cons. discrét.	7 639	92,19	+0,23	0,3					
Énergie	44 812	257,76	+4,48	1,8					
Finance	10 871	172,29	+0,13	0,1					
Aurifère	42 891	296,03	+2,97	1,0					
Santé	1 107	67,60	-0,20	-0,3					
Tech. de l'info	4 882	22,62	+0,14	0,6					
Industrie	11 490	115,04	-0,07	-0,1					

Consultez toutes les cotes boursières sur www.vmdconseil.ca

HIER À LA BOURSE: Toronto a clôturé en hausse alors que les cours du secteur de l'énergie ont permis une poussée ayant largement fait abstraction du pessimisme suscité par l'économie. Le secteur de l'énergie a dominé tous les autres avec une progression de 1,8 pour cent. À Wall Street, les marchés ont à peine bougé.

Titre	Symbole	Fermeture	Variation (\$)	Variation (%)	Volume (000)	52 semaines bas	52 semaines haut
Alim. Couche-Tard	ATD.B	49,63	0,98	2,01	470	27,21	50,50
Astral Media	ACM.A	48,62	0,15	0,31	502	31,00	49,29
Canadian Tire	CTC.A	69,55	3,21	4,84	681	51,80	71,55
Cogeco	CCA	36,64	0,35	0,96	225	34,45	54,28
Corus	CJR.B	23,00	0,14	0,61	53	18,18	24,98
Jean Coutu	PJC.A	14,95	0,09	0,61	220	11,01	15,84
Loblaw	L	33,61	0,23	0,69	151	31,11	39,67
Magna	MG	41,79	0,29	0,70	382	31,91	48,99
Metro	MRU	58,13	1,61	2,85	285	43,70	58,13
Quebecor	QBR.B	33,75	-1,50	-4,26	237	27,24	40,35
Rona	RON	13,91	0,18	1,31	1 003	8,64	14,49
Saputo	SAP	43,18	0,13	0,30	130	35,80	46,36
Shaw	SJR.B	19,85	-0,02	-0,10	853	18,93	22,45
Shoppers Drug Mart	SC	42,79	0,39	0,92	801	37,00	44,44
Tim Hortons	THI	50,84	-1,44	-2,75	1 136	41,53	57,91
Transat A.T.	TRZ.B	3,56	0,21	6,27	129	2,79	10,09
Yellow Media	YLO	0,07	0,01	16,67	3 842	0,02	1,24

ÉNERGIE

 Cameco	CCO	20,61	0,04	0,19	694	17,25	26,43
 Canadian Natural	CNQ	31,39	1,82	6,15	4 763	25,58	41,12
 Canadian Oil Sands	COS	20,68	0,22	1,08	929	18,17	25,19
 Enbridge	ENB	39,24	-0,01	-0,03	1 575	28,45	42,23
 EnCana	ECA	22,57	0,17	0,76	1 284	17,25	26,15
 Enerplus	ERF	14,39	0,21	1,48	352	11,67	29,73
 Nexen	NXY	25,27	-0,25	-0,98	1 913	14,20	26,70
 Pengrowth Energy	PGF	6,82	0,10	1,49	567	5,92	11,48
 Pétrolière Impériale	IMO	44,61	0,15	0,34	490	34,15	49,26
 Suncor Energy	SU	31,87	0,14	0,44	2 448	23,97	37,28
 Talisman Energy	TLM	13,23	0,00	0,00	1 150	9,72	17,34
 TransCanada	TRP	44,82	-0,21	-0,47	830	37,30	46,29

FINANCIÈRES

 B. CIBC	CM	73,65	0,22	0,30	678	68,08	78,29
 B. de Montréal	BMO	57,16	0,19	0,33	588	53,15	61,40
 B. Laurentienne	LB	47,05	0,01	0,02	39	39,06	48,68
 B. Nationale	NA	74,65	-0,32	-0,43	262	63,27	81,27
 B. Royale	RY	51,20	-0,15	-0,29	1 365	43,30	59,13
 B. Scotia	BNS	51,94	-0,03	-0,06	943	47,54	57,17
 B. TD	TD	79,04	-0,02	-0,03	865	68,13	85,85
 Brookfield Asset	BAM.A	34,25	-0,49	-1,41	1 319	25,91	35,00
 Cominar Real	CUF.UN	24,40	-0,19	-0,77	323	20,14	25,46
 Corp. Fin. Power	PWF	25,21	0,22	0,88	262	23,62	30,15
 Fin. Manuvie	MFC	10,89	0,06	0,55	2 273	10,18	14,07
 Fin. Sun Life	SLF	21,60	-0,17	-0,78	1 040	17,92	26,79
 Great-West Lifeco	GWO	21,85	0,05	0,23	188	19,15	25,28
 Industrielle All.	IAG	23,73	0,08	0,34	134	20,55	38,00
 Power Corporation	POW	23,61	0,15	0,64	573	20,90	27,42
 TMX	X	49,41	-0,09	-0,18	116	38,11	49,95

INDUSTRIELLES

 Air Canada	AC.B	1,06	0,00	0,00	751	0,78	2,00
 Bombardier	BBD.B	3,67	-0,09	-2,39	6 723	3,30	5,45
 CAE	CAE	10,24	0,14	1,39	989	9,03	11,83
 Canadien Pacifique	CP	83,70	0,06	0,07	341	46,01	84,58
 Chemin de fer CN	CNR	89,20	0,42	0,47	449	63,72	89,97
 SNC-Lavalin	SNC	37,38	-0,08	-0,21	284	34,92	55,95
 Transcontinental	TCLA	9,69	0,09	0,94	493	9,07	14,90
 TransForce	TFI	18,29	0,07	0,38	117	9,76	18,57

MATÉRIAUX

 Agrium	AGU	96,47	0,31	0,32	354	63,93	98,16
 Barrick Gold	ABX	33,83	0,25	0,74	1 559	31,18	55,36
 Goldcorp	G	36,97	0,32	0,87	984	32,34	55,93
 Kinross Gold	K	7,97	0,20	2,57	6 722	7,15	18,17
 Mines Agnico-Eagle	AEM	44,94	0,06	0,13	399	31,50	72,51
 Potash	POT	42,73	0,43	1,02	892	38,31	59,45
 Teck Resources	TCK.B	29,47	0,87	3,04	1 437	26,83	44,13

SERVICES PUBLICS

 Fortis	FTS	33,77	0,09	0,27	503	29,00	34,98
 TransAlta	TA	15,57	0,13	0,84	426	15,01	23,42

TECHNOLOGIE

 CGI	GIB.A	23,89	-0,10	-0,42	1 251	17,02	25,03
 Research In Motion	RIM	7,72	0,16	2,12	2 895	6,66	32,71

TÉLÉCOMMUNICATIONS

 BCE	BCE	44,79	0,49	1,11	1 428	35,70	44,99
 Bell Alliant	BA	25,69	0,24	0,94	185	24,41	28,85
 Rogers	RCL.B	39,90	0,30	0,76	543	34,25	40,40
 Telus	T	64,99	0,98	1,53	421	49,47	65,30

FONDS NÉGOCIÉS EN BOURSE

 iShares DEX	XBB	31,43	0,06	0,19	81	30,44	31,86
 iShares MSCI	XEM	22,75	0,01	0,04	19	20,10	25,02
 iShares MSCI EMU	EUZ	28,32	-0,14	-0,49	136	24,77	33,47
 iShares S&P 500	XSP	15,98	0,01	0,06	168	12,31	16,25
 iShares S&P/TSX	XIC	18,71	0,10	0,54	52	17,10	20,22



INDICES QUÉBÉCOIS

Indice	Fermeture	var. pts	var. %
INDICE QUÉBEC IQ30	1379,82	+5,95	+0,43
INDICE QUÉBEC IQ120	1393,74	+5,79	+0,42

LES PLUS ACTIFS DE LA BOURSE DE TORONTO

Titre	Symbole	Fermeture	Variation (\$)	Variation (%)	Volume (000)	52 semaines bas	52 semaines haut
Kinross Gold	K	7,97	0,20	2,57	6 722	7,15	18,17
Canadian Natural	CNQ	31,39	1,82	6,15	4 763	25,58	41,12
Yamana Gold	YRI	15,16	0,28	1,88	3 987	12,76	18,09
Pacific Rubiales	PRE	22,51	1,14	5,33	3 387	18,03	31,10
iShares S&P/TSX	XIU	16,99	0,10	0,59	3 369	15,61	18,37
Horizons BetaPro	HNU	13,80	-0,27	-1,92	3 007	7,96	75,84
Research In Motion	RIM	7,72	0,16	2,12	2 895	6,66	32,71
Eldorado Gold	ELD	11,24	0,18	1,63	2 871	9,94	21,95
Penn West	PWT	14,54	0,54	3,86	2 645	12,51	22,22
Suncor Energy	SU	31,87	0,14	0,44	2 448	23,97	37,28

LES GAGNANTS EN %

Gabriel Resources	GBU	2,34	0,31	15,27	910	1,27	7,99
Brampton Brick	BBL.A	5,47	0,67	13,96	5	2,99	5,48
IBI	IBG	9,51	0,99	11,62	233	8,50	15,45
Augusta Resource	AZC	2,40	0,23	10,60	81	1,52	4,20
Sabina Gold &	SBB	2,84	0,24	9,23	314	1,66	5,29
Transat A.T.	TRZ.A	3,50	0,29	9,03	4	3,01	10,30
GMP Capital	GMP	5,36	0,42	8,50	86	4,48	9,18
Guyana Goldfields	GUY	2,45	0,19	8,41	243	1,67	10,58
Walter Energy	WLT	39,45	2,94	8,05	2	31,59	97,50
North American	NOA	3,04	0,22	7,80	4	2,31	8,10

LES PERDANTS EN %

Otelco	OTT.UN	3,38	-0,89	-20,84	5	3,38	16,90
Mitel Ntwrk	MNW	3,38	-0,87	-20,47	14	3,38	4,73
Boliden AB	BLS	13,67	-1,83	-11,81	4	10,05	18,00
WestFire Energy	WFE	4,16	-0,49	-10,54	1 335	3,51	6,75
Strad Energy	SDY	4,30	-0,50	-10,42	53	3,25	5,75
Avigilon Corp	AVO	7,05	-0,68	-8,80	60	3,80	

ÉCONOMIE

Québec appuierait l'acheteur d'Aveos

A J Walter a une entente avec le ministère du Développement économique

FRANÇOIS DESJARDINS

Le gouvernement du Québec est prêt à soutenir financièrement A J Walter dans son rachat de la division d'Aveos qui faisait l'entretien de composantes, a confirmé hier le ministère du Développement économique après que cette information eut été révélée dans un rapport soumis au tribunal la veille.

Selon Jonathan Solursh, nommé par la Cour supérieure en mars, A J Walter, dont le chiffre d'affaires est de 400 millions \$US, a conclu une entente qui est soumise à certaines conditions. Celles-ci, de même que les sommes financières en cause et la nature de l'appui, ne sont pas divulguées.

« A J Walter avise aussi qu'elle a eu des discussions productives avec le Fonds de solidarité FTQ et Investissement-Québec, du même genre », ajoute M. Solursh dans son rapport.

Le ministre Sam Hamad a laissé entendre en avril que Québec était disposé à aider un éventuel reprenneur. À l'époque, on s'imaginait l'arrivée d'un gros nom qui aurait eu les reins assez solides pour acquérir un gros morceau d'Aveos, sinon sa totalité, ce qui n'est plus le cas puisque



Le ministre Sam Hamad, au printemps dernier, dans le tumulte de la fermeture d'Aveos.

les deux autres divisions (moteurs et carlingues) vont être carrément liquidées.

« Le gouvernement du Québec entend appuyer l'entreprise A J Walter dans la mesure où son plan d'affaires rejoint les objectifs de consolidation et de

création d'emploi au Québec. L'entreprise doit déposer ce plan d'affaires éventuellement », a affirmé par courriel le porte-parole du ministère, Jean-Pierre D'Auteuil, sans plus de détails.

La division que le groupe

A J Walter est en train d'acheter comptait jadis 400 personnes. La compagnie estime qu'elle devra embaucher en 2012 et 2013 environ « 200 ex-employés d'Aveos » plus de personnel d'encadrement.

Au moment où l'ancienne

direction d'Aveos a mis un terme aux activités de la compagnie le 19 mars, celle-ci comptait 2600 employés au pays, dont 1800 à Montréal seulement.

Un porte-parole du Fonds de solidarité FTQ a confirmé que des discussions ont eu

lieu avec A J Walter, mais il n'a pas voulu s'avancer dans les détails, notamment en raison du processus juridique en cours. Chez Investissement-Québec, une porte-parole a elle aussi confirmé des pourparlers « préliminaires » en précisant que la société britannique n'a fait aucune demande précise.

Le processus de restructuration, qui à certains égards est maintenant un exercice de liquidation, se déroule devant le juge Mark Schragger, de la Cour supérieure du Québec.

Aveos est une ancienne filiale d'Air Canada, qui s'en est départie en 2007 dans le cadre d'une transaction de 700 millions. Devenue sous-traitante, Aveos a été incapable de diversifier sa clientèle, à tel point qu'au moment de sa faillite, Air Canada était toujours son principal client.

L'ancienne direction d'Aveos a voulu rejeter une partie du blâme sur Air Canada, lui reprochant des volumes de travail de plus en plus incertains. Mais le transporteur, qui se cherche maintenant d'autres sous-traitants, a toujours affirmé qu'il s'est conformé à ses obligations et aux contrats qui liaient les deux compagnies.

Le Devoir

Risques de crise financière: Mark Carney avertit les banques

Ottawa — Le gouverneur de la Banque du Canada, Mark Carney, sert un avertissement aux dirigeants des banques d'à travers le monde.

En entrevue à la chaîne britannique BBC hier, M. Carney, qui dirige le Conseil de la stabilité financière, a signalé qu'il pourrait sévir contre les banques qui n'adhèrent pas aux réformes mises en place pour éviter une répétition de la crise financière qui a ébranlé les marchés et les institutions en 2008.

M. Carney a reconnu que de récents scandales dans le monde financier avaient ébranlé la réputation du système bancaire. À son avis, il est essentiel que la confiance à l'égard des banques soit rétablie.

« En tant qu'autorité réglementaire internationale, nous ne faisons pas qu'établir de nouvelles règles, nous faisons un contrôle sur des pays comme le Royaume-Uni, le



SEAN KILPATRICK LA PRESSE CANADIENNE

Mark Carney, gouverneur de la Banque du Canada

Canada et la Chine pour voir si les règles sont respectées », a-t-il dit.

Quant aux institutions canadiennes, le gouverneur Carney a dit qu'elles pourraient

être vulnérables à l'endettement hypothécaire et à la surchauffe du marché résidentiel, mais il a salué le gouvernement du Canada pour avoir pris l'initiative d'assurer les prêts à risques élevés.

D'autre part, il ne croit pas devoir augmenter les taux d'intérêt dans un avenir rapproché.

Mark Carney dirige depuis novembre dernier le Conseil de stabilité financière, une organisation de régulateurs et d'institutions chargée de réformer le système bancaire international. L'organisme est composé de banques centrales, ministères et régulateurs de 24 pays, auxquels s'ajoutent des organisations telles le Fonds monétaire international (FMI), la Commission européenne, la Banque mondiale et la Banque centrale européenne (BCE).

La Presse canadienne

OCDE

Signes de décélération de l'activité économique

L'OCDE anticipe une décélération persistante de l'activité économique dans la plupart des grandes économies mondiales, plus marquée pour l'Italie, alors que le Royaume-Uni semble sur le chemin de la reprise, a annoncé hier l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Les « indicateurs composites avancés de l'OCDE », conçus pour anticiper les points de retournement de l'activité économique par rapport à sa tendance, « montrent des signes d'essoufflement » de la « dynamique de croissance » du Japon et des États-Unis, précise l'OCDE dans un communiqué.

La zone euro, l'Allemagne et la France continuent de signaler une croissance modérée, à l'exception de l'Italie où un ralentissement plus marqué est attendu. L'indicateur composite avancé du Royaume-Uni semble montrer en revanche les signes d'une reprise de l'activité économique. Au Canada, il signale « toujours une croissance modérée ».

En Chine, en Russie et en Inde, les indicateurs « continuent d'indiquer un ralentissement » tandis qu'au Brésil, la reprise de l'activité économique paraît « plus modérée » que celle anticipée un mois plus tôt.

Agence France-Press

Bombardier commence ses essais sur les CSeries

ROSS MAROWITS

Bombardier commence ce mois-ci les essais sur les composantes-clé de ses appareils CSeries en prévision du vol inaugural de l'avion, prévu pour le mois de décembre. « L'un des défis d'un programme aussi complexe que celui-ci est ce qu'on ne sait pas. La raison d'être des tests, c'est d'apprendre », a affirmé jeudi le président et chef de la direction, Pierre Beaudoin, lors d'une conférence téléphonique portant sur les résultats du second trimestre.

Les profits et revenus de Bombardier ont diminué au cours de cette période, alors que de nouvelles commandes en étaient toujours à la phase de démarrage. Mais le déclin correspond essentiellement aux attentes et le résultat de l'exercice correspondra à celui de l'an dernier, a indiqué la compagnie. Les profits se sont établis à 182 millions \$US, comparativement à 211 millions \$US pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le résultat par action dilué se situait à 10 ¢US, comparativement à 12 ¢US lors de l'exercice précédent.

Les revenus ont totalisé 4,2 milliards \$US, comparativement à 4,7 milliards \$US l'année dernière. Les analystes attendaient des revenus de 4,6 milliards \$.

Pierre Beaudoin a affirmé que la phase des tests constituait une période excitante, alors que bon nombre de composantes font actuellement leur arrivée au Centre d'essai intégré des systèmes avion (CIESTA) de Mirabel. Des essais auront également lieu chez les fournisseurs des quatre coins de la planète. Bombardier mettra à l'épreuve les appareils dans leur ensemble afin de s'assurer que les systèmes fonctionnent autant au sol qu'en vol. Le processus devrait s'étendre au-delà de la certification, dans environ 18 mois, pour être certain de la fiabilité des composantes. « C'est le début d'une longue période qui devrait s'échelonner sur plusieurs années », a indiqué Pierre Beaudoin.

Parmi les composantes qui figurent au sommet de la liste

de vérification de Bombardier se retrouve notamment le système de commande de vol électrique, qui sera utilisé pour la navigation des CSeries, des appareils qui comptent entre 110 et 149 sièges. Ce sera la première fois que le troisième fabricant aéronautique en importance au monde construit un appareil en utilisant des contrôles exclusivement électroniques. « Cela restera au sommet de notre liste pendant la période d'essais », a confirmé Pierre Beaudoin.

« C'est le début d'une longue période qui devrait s'échelonner sur plusieurs années »

Même si Bombardier prévoit le vol inaugural pour décembre, le président et chef de la direction a dit qu'il considérerait un délai de trois à cinq mois pour être « à temps » en raison de la complexité de la tâche, ainsi que des efforts et de la performance des autres fabricants. Pierre Beaudoin a affirmé que l'enthousiasme des consommateurs face aux appareils était palpable, puisque l'économie d'essence qu'ils offrent est

confirmée et que cela permet aux CSeries de rivaliser avec leurs concurrents, qui dotent leurs appareils existants de nouveaux moteurs.

Revenus semblables à l'an dernier

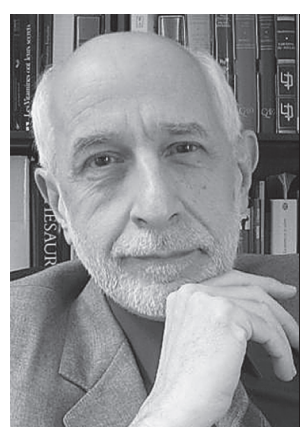
Les revenus trimestriels de Bombardier Aéronautique ont atteint 2,3 milliards \$US, comparativement à 2,1 milliards \$US l'an dernier. Ceux de Bombardier Transport ont totalisé 1,9 milliard \$US, comparativement à 2,7 milliards \$US pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les experts relancés par Thomson Reuters

s'attendaient à ce que les revenus de 2012 soient inférieurs de 200 millions à ceux de 2011. « Comme prévu, nos revenus ont baissé au deuxième trimestre. Nous nous attendons toutefois à ce que les revenus pour l'ensemble de l'exercice soient semblables à ceux de l'an dernier », a dit Pierre Beaudoin.

« Chez Transport, la baisse des revenus est attribuable à l'achèvement de certains contrats importants tandis que de nouvelles commandes en sont toujours à la phase de démarrage. Nous avons continué de connaître un bon niveau d'activité, remportant

2,9 milliards de nouvelles commandes au cours du trimestre, principalement en Amérique du Nord et en Europe, a-t-il ajouté. Chez Aéronautique, les revenus pour le trimestre ont progressé pour s'établir à 2,3 milliards, contre 2,1 milliards l'an dernier, avec un total de 62 avions livrés, contre 56. Le volume de nouvelles commandes d'avions d'affaires a été solide et l'élan se poursuit pour les avions commerciaux, avec 174 commandes et autres ententes annoncées jusqu'ici cette année. »

La Presse canadienne



Congédié?

Voyez

François Gendron
avocat

LL.L., M.A., Ph.D.

Vieux Montréal 514.845.5545

ÉDITORIAL

COALITION AVENIR QUÉBEC

À prendre au sérieux

Les résultats du sondage Léger Marketing-*Le Devoir* de ce matin sont sans équivoque. La Coalition avenir Québec a remporté la première manche de la présente campagne électorale, si bien qu'une victoire de ce parti le 4 septembre, aussi improbable qu'elle puisse être aujourd'hui, n'est désormais plus impossible.

Un sondage n'est qu'un instantané. Ses résultats ne valent que pour la période où le coup de sonde a été donné. Sauf que le portrait dressé par cette enquête de Léger Marketing correspond tout à fait à ce que l'on a vu sur le terrain et à l'impression de tous les observateurs.

Dès la première semaine, le parti de François Legault, qui partait bon troisième derrière le PQ et le PLQ, a fait sa place grâce à l'annonce de solides candidatures. Les Gaétan Barrette, Christian Dubé, Maud Cohen et Jacques Duchesneau sont des personnalités crédibles susceptibles d'inspirer la confiance. La CAQ ne peut plus être vue comme le parti d'un seul homme. Tout au contraire.

L'arrivée de ces renforts, et c'est là le plus important, a permis à ce nouveau parti, qu'on voyait comme tout au plus un empêchement de danser en rond, d'être celui qui détermine l'ordre du jour. Ce qu'il a fait durant cette première partie de la campagne avec les thèmes d'abord de la santé puis, toute cette semaine, de l'intégrité. Le Parti libéral et le premier ministre Jean Charest, tout particulièrement, ont été mis sur la défensive.

La remontée de six points de pourcentage enregistrée par la CAQ depuis le déclenchement de l'élection indique une tendance qui reste bien sûr à être confirmée. Or la CAQ, malgré le fait qu'elle a intégré l'Action démocratique et ce qui restait de sa machine électorale, demeure un parti de peu de moyens et d'expérience. Ces prochaines semaines, ses adversaires la soumettront à l'épreuve du réel en la prenant comme cible principale. Comme le veut le dicton, c'est à minuit que l'on voit qui est le meilleur danseur.

Qu'il en soit ainsi est une bonne chose. Il ne faut plus voir la CAQ comme un tiers parti qui n'a aucune chance de prendre le pouvoir et envers qui on peut être tolérant. Quand on prétend assumer le pouvoir, il faut être cohérent dans ses promesses. En cette matière, il faut remarquer le caractère d'improvisation de ses engagements, suivant la règle qu'en campagne électorale la pensée magique est reine. À première vue, plusieurs apparaissent attrayants, comme cette heure de plus par jour à l'école secondaire ou encore la réduction de 1000\$ d'impôt pour la classe moyenne, sans qu'on ait mesuré tous les impacts et la faisabilité. Facile de dire « on va couper ici pour financer de nouveaux programmes » alors que l'on sait combien il est difficile de compresser les dépenses.

La CAQ est évidemment en mode séduction du plus grand nombre d'électeurs, à gauche parfois, mais plus souvent à droite, où elle espère être la solution de remplacement au Parti québécois à la place du Parti libéral. Les résultats de notre sondage montrent qu'elle pourrait bien y parvenir, ayant fait des gains auprès des électeurs francophones aux dépens du Parti libéral qui, pour sa part, ne trouve d'appuis solides que chez les anglophones.

La perspective d'un gouvernement minoritaire se dégage de ce sondage, péquiste possiblement, mais peut-être aussi libéral. Dans un cas comme dans l'autre, la Coalition détiendrait la balance du pouvoir. Il faut donc prendre au sérieux ce parti et, pour cette raison, être attentif à ce qu'il dit et à ce qu'il fait, s'assurer que le projet qu'il nous propose est bien un projet et non une aventure.

ÉLECTIONS ET ENQUÊTE

Les vraies questions

L'enquête de Radio-Canada sur une filature que la Sûreté du Québec a interrompue immédiatement après que la personne suivie, Eddy Brandone, eut rencontré le premier ministre Jean Charest s'est transformée en procès journalistique.

M. Charest, furieux, a eu des mots très durs à l'endroit de la société d'État. Et des journalistes de renom ont évoqué publiquement leur malaise face à ce reportage, une réserve rare à l'endroit de l'équipe d'enquête de Radio-Canada.

Cette suspicion n'a qu'une source: le contexte électoral. Méfiance et élections sont intimement liées. Les personnalités publiques les plus appréciées qui finissent par faire le saut en politique ont chaque fois le choc: du jour au lendemain, leurs propos jusque-là écoutés sont remis en cause. Les journalistes le vivent aussi, chez qui les électeurs traquent le moindre biais.

Sortir en plein cœur d'une chaude lutte électorale un reportage trouble dans lequel figure le premier ministre, c'est donc jouer avec le feu. Comment peut-on oser? Depuis mercredi soir, ce contexte a pris le pas sur le fond.

On a ainsi accusé l'équipe de Radio-Canada d'amalgames douteux. Le reportage a peut-être des lacunes, mais jamais il n'y est dit que M. Charest serait intervenu pour faire interrompre la filature de M. Brandone, militant libéral qu'il connaissait de longue date. En ce sens, M. Charest a raison de dire qu'il a la conscience en paix.

Mais affirmer que ce reportage n'aurait pas dû être fait? Qu'il « vient distraire des vrais enjeux »? Non, absolument non.

Le premier ministre a le pouvoir de choisir la date du scrutin. C'est ce qui lui a permis d'éviter que les élections coïncident avec la commission Charbonneau, dont les travaux vont durer des mois. Tant mieux pour lui, mais les journalistes n'ont pas à se plier à cet agenda.

D'autant que leur intérêt pour l'enquête n'est pas apparu avec la campagne électorale. Le reportage de mercredi n'est qu'un maillon de plus dans une longue chaîne qui remonte à quelques années. Les mêmes acteurs se croisent, les mêmes scénarios reviennent, et les enquêtes ne débouchent que peu ou pas: même les policiers s'en plaignent. C'est un enjeu de société majeur.

Alors savoir qu'une filature a été interrompue à l'encontre des pratiques habituelles, et ce, au moment où le personnage douteux au cœur de cette filature rencontre, dans un événement quasi privé, le premier ministre, c'est d'intérêt public.

On a stoppé la filature dans la précipitation. Qui a paniqué? Pourquoi? Y a-t-il un lien avec le reportage d'*Enquête* qui venait d'être diffusé et dans lequel apparaissait M. Brandone, ce qui rendait délicate toute discussion, même rapide, avec le premier ministre? Ou bien la Sûreté du Québec s'autocensure-t-elle dès lors qu'un élu apparaît? Ces questions sont légitimes. Et ce n'est pas aux journalistes qui ont enquêté qu'il faut les poser.

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910 > FAIS CE QUE DOIS !

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
 Rédactrice en chef JOSÉE BOILEAU
 Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE
 Directeur de l'information ROLAND-YVES CARIGNAN
 Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU, PAUL CAUCHON
 Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
 Directeur, ventes publicitaires JOSÉ CRISTOFARO



LETTRES

Merci à Gabriel Nadeau-Dubois

Ce n'est pas un membre de la CLASSE qui vous écrit ce remerciement, mais le grand-père d'une cégépienne bientôt à l'université, et un membre participant, en 1962, à titre de président de son collège, à la première rencontre de création d'un regroupement des étudiants des collèges et universités à l'instigation de Pierre Marois, alors étudiant universitaire et devenu par la suite ministre du Développement social dans le cabinet de René Lévesque. Dans votre lettre de démission (*Le Devoir*, 9 août 2012), vous mettez la bonne distance entre qui vous êtes et le mouvement pour lequel vous avez été le porte-parole; vous soulignez en vos mots que la preuve sera faite d'une véritable mouvance sociale et non qu'il s'agit d'un effet de leadership individuel. Il faut en effet éviter qu'une organisation soit vue par son porteur de ballon comme « son bébé », selon l'expression populaire. Si une organisation continue son chemin avec vitalité en changeant de porteur symbolique de ses visées, elle est en santé.

Gabriel Nadeau-Dubois, vous avez bien rendu cette idée dans votre message de démission. Vous avez une grandeur d'âme peu commune et que je salue, cette grandeur d'âme absente chez vos principaux détracteurs qui vous ont injustement agressé durant de longs mois en ne comprenant rien du discours alternatif de votre coalition. Merci. Et dans 50 ans, transmettez ces hommages à un autre jeune qui reprendra un idéal demeuré vivant en votre for intérieur.

Raymond Laprée
 Gatineau, le 9 août 2012

Engagé, généreux et solidaire

Je suis surpris mais pas inquiet de ton trait de l'arène sociale, pour le moment. Tu nous as allumés et interpellés, nous, un grand nombre de baby-boomers confortablement endormis sur le lit de nos indifférences. Tu as suscité nombre de nouveaux engagements de tes contemporains, à plusieurs niveaux, ne serait-ce que de participer aux manifestations ou aux concerts des casseroles, ici dans mon humble village... anglophone par surcroît.

Pendant un certain temps, avant la loi 78 (maintenant 12), j'avais l'impression que tu étais avec toute ton équipe l'opposition officielle au gouvernement en place. Et voilà la source de leur hargne et du déni constants dont ils t'ont affublé. Plus encore, ils ne se sont pas gênés pour te cibler comme adversaire à abattre jusqu'à penser une élection sur le dos bien large de ce Gabriel Nadeau-Dubois.

Une idée toute seule ne va pas loin. Il lui faut un porte-étendard crédible, engagé, généreux, solidaire pour la véhiculer, l'incarner. Tu étais et tu es encore, le logo de ce carré rouge, porteur d'espoir pour tous les Québécois, tu es le vrai leader de ce printemps érablé, au Québec. Tu es la métaphore de cette nouvelle jeunesse engagée, ouverte au monde et dont l'action s'inspire du bien commun. Tu es ce rappel du René Lévesque des temps modernes qui nous manque tant.

De nombreux jeunes et moins jeunes marchent déjà dans tes pas. Quelque part,

sur la ligne du temps, nous saurons te rejoindre dans cette voie nouvelle que tu nous as dessinée. Et mes 67 ans m'assurent qu'il pourrait en être ainsi. Merci, Gabriel Nadeau-Dubois pour qui tu es pour nous. [...]

Charles Labrie
 Bury, le 9 août 2012

Mille fois merci

Tu démissionnes comme co-porte-parole de la CLASSE, mais tu demeures très présent et solidaire pour tous les combats présents et à venir! La vie démocratique du Québec a retrouvé grâce à toi et tes compagnons et compagnes ses lettres de noblesse et son indéniable beauté. Je suis à l'autre bout de la vie et tu as su m'insuffler l'élan, l'espoir et le courage d'un nouveau printemps. Je vous ai accompagnés sur le rude chemin de vos engagements et, désormais, je marcherai pour toujours à vos côtés. Il serait important que dans tous les quartiers de Montréal et de Québec, de même que dans toutes les agglomérations de ce pays fascinant, une chaîne humaine incessante et attentive cerne fermement les combats présents et à venir et dessine les contours des gestes à poser et des prises de paroles qui construisent et libèrent de la médiocrité politique actuelle.

Merci de nous accompagner à l'heure des décisions difficiles et des luttes à poursuivre à jamais. Car ne sera jamais terminé le bruissement d'une vie solidaire sous la dictature des dirigeants qui manipulent sans fin le peuple à des fins bassement partisans.

Jacques Léger
 Montréal, le 9 août 2012

Une lutte ne fait pas le printemps

Plusieurs luttes, avec patience et respect et ténacité, oui, ces luttes font un printemps. Courage, Gabriel. Voici ce qu'en dit « l'indigne » par excellence, l'abbé Pierre. Nous avons deux yeux. L'un pour voir les injustices et les combattre infiniment, l'autre pour s'émerveiller, à l'infini. Le courage? Garder toujours les deux yeux bien ouverts. Bonne, heureuse et fructueuse route, Gabriel. Sois rassuré, tout ira bien. Nous sommes et serons présents, nous, du Nous sommes Avenir, Nous sommes Passé.

Yvon Bureau
 Québec, le 9 août 2012

Les convictions réelles

Nous venons d'apprendre que Gabriel Nadeau-Dubois a remis sa démission comme responsable premier de son organisme d'opposition. Démission à laquelle *Le Devoir* a accordé une trop grande importance: à la une, avec sa photo. Il semble assez clair qu'il démissionne parce qu'il appréhende que les étudiants ne le suivront plus lors des votes de grève. Voilà que se découvrent ses convictions réelles. Il a beau essayer de se justifier dans son communiqué, nous ne sommes pas dupes de ce qu'il ne dira pas. Il adopte le comportement des politiciens qu'il a dénoncés et qu'il dénonce. La faible participation de 6% d'étudiants qui ont voté pour poursuivre la grève lui a donné le coup fatal. Une aussi faible participation est une extrême affirmation de désaveu. Comment se fait-il que les jour-

nalistes ne commentent pas ce désordre de vote si faible qui entache la démocratie? À peine 60 étudiants qui ont imposé un oui à la continuité de la grève à une très grande majorité d'étudiants. Il y a la violence forcée contre la démocratie. C'est la démonstration que la loi doit revoir le quorum nécessaire lors d'assemblées diverses.

Raymond Ethier
 Le 9 août 2012

Pour une cause noble

L'annonce de la démission de Gabriel Nadeau-Dubois ne doit pas être perçue comme un échec. Ce jeune homme aura prouvé, hors de tout doute, qu'il était plus gagnant de s'impliquer dans une grève étudiante comme chef d'une association étudiante que de s'écraser dans les insignifiantes ailes jeunesse des partis matures qui limitent, éteignent et contrôlent au compte-gouttes les jeunes. N'oublions jamais que ces ailes jeunesse n'existent que par pure politesse, cela, sans pouvoir décisionnel. Les propos savamment alambiqués de Nadeau-Dubois, tout au long de ses interviews, auront réussi à cibler un néolibéralisme au sein du PLQ ainsi qu'à faire bouger des ministres, ma foi, titubants. Rarement, dans nos annales, aurons-nous vu un jeune éveiller et polariser la conscience populaire de la population pour une cause noble, cela, sans budget douteux. L'avenir politique des jeunes passera dorénavant par un engagement indépendant loin des partis connus afin de trouver les projecteurs médiatiques. C'est fini le temps des coulisses des partis riches et matures qui ne nourrissent que les bien nantis.

Michel Beaumont
 Québec, le 9 août 2012

Merci Johnny

Nous l'avons entendu à satiété avec l'arrivée de Jacques Duchesneau au sein de la CAQ et avec Gaétan Barrette. Tout comme avec l'arrivée de Jean-François Lisée au sein du PQ: « Mais comment les chefs feront-ils pour contrôler ces fortes têtes, ces forts en gueule? » Mais voulez-vous bien m'expliquer pourquoi nous avons si peur de ceux (et celles) qui osent parler plus fort que le troupeau? Bien sûr, ils ne leur est pas permis de dire n'importe quoi, mais il est parfois désolant de constater à quel point nous semblons au Québec préférer ceux qui suivent aveuglément la ligne du parti. Comme cela semble être outrageusement le cas pour les candidats du Parti libéral. [...]

La solidarité au sein d'un parti politique est importante, certes, mais la démocratie aura toujours besoin de ces « whistleblowers », de ces lanceurs d'alerte. Doivent-ils irrémédiablement se taire parce qu'ils décident (enfin, diront certains) de faire le saut en politique? Nonobstant mon allégeance, quand je regarde la formation du Parti libéral, je vois des libéraux. Alors que lorsque je regarde la composition des autres partis, je vois une variété d'hommes et de femmes qui ont le désir (sincère, je l'espère) de changer les choses, de faire évoluer le Québec. Ironiquement, sur ce point, je serai toujours reconnaissant envers Jean Charest: il en aura réveillé plus d'un et plus d'une. Merci Johnny!

Yves Gagnon
 Mont-Saint-Hilaire, le 8 août 2012

ACTUALITÉS

CAQ

SUITE DE LA PAGE 1

donné le ton de la première semaine, dit-il. Et il faudra maintenant nourrir la montée.»

Pour le moment, tous les indicateurs sont bons pour la nouvelle formation: 35% des gens estiment que c'est le parti qui «incarne le plus le changement» (plus de 20 points devant le PQ et les libéraux), et une personne sur quatre juge que François Legault «a fait jusqu'à présent la meilleure campagne» (M^{me} Marois et M. Charest sont six et sept points derrière — alors que 35% des gens n'ont pas d'avis sur la question).

Pour les libéraux, les nouvelles sont au contraire plutôt sombres: si le parti maintient son niveau d'appui général, il essuie un recul important dans le vote francophone, crucial à l'élection de tout gouvernement. Il y a dix jours, 24% des francophones disaient vouloir voter libéral; ils sont désormais 18%. C'est la CAQ (de 24% à 31% aujourd'hui) qui récupère ces appuis, alors que le PQ demeure en tête à 39%. Les libéraux doivent leur maintien général à une progression de leurs appuis chez les non-francophones (81%).

Selon Jean-Marc Léger, cette répartition donnerait donc un gouvernement péquiste minori-

taire (avec la balance du pouvoir à la CAQ), puisque les «libéraux perdraient des sièges francophones». Mais elle signifie surtout qu'il y a «une vraie campagne, de vraies luttes et que tout est imprévisible», dit-il. L'hypothèse d'un gouvernement minoritaire est jugée une bonne chose par 41% des répondants, alors que 43% estiment que ce serait une «mauvaise chose».

Québec et le 450

L'échantillonnage important du sondage (près de 50% de plus que pour les sondages habituels) permet une ventilation plus précise des résultats par région. Il en ressort que la campagne va vraisemblablement se jouer dans la région de Québec et les couronnes nord et sud de Montréal (le «450»).

À Québec, les libéraux ont perdu 10 points dans la première semaine de la campagne, encore là tout au profit de la CAQ (+11%). C'est donc maintenant la CAQ qui domine avec 37% d'appuis, contre 27% pour les libéraux et 24% pour le PQ. Dans le reste du Québec, le PQ mène le bal (38%) devant les libéraux (28%) et la CAQ (27%).

Sur l'île de Montréal, les libéraux se situent à 40%, 15 points devant les péquistes. La CAQ ne trouve là que 14% d'appuis, alors que les solidaires sont à 12%. La lutte déterminante se fera plutôt en banlieue: la Coalition domine

Intentions de vote par régions

Si des élections provinciales avaient lieu aujourd'hui, pour quel parti auriez-vous l'intention de voter ?

	Mtl RMR	Québec RMR	Reste du Québec	Île de Montréal	Le 450
Parti québécois	28%	24%	38%	25%	32%
Parti libéral	34%	27%	28%	40%	29%
C. avenir Québec	24%	37%	27%	14%	34%
Québec solidaire	7%	4%	4%	12%	3%
Parti vert	3%	3%	2%	5%	1%
Option nationale	2%	4%	2%	3%	0%
Autre	2%	1%	0%	1%	1%

Étude Léger Marketing réalisée du 6 au 8 août 2012 par Internet auprès de 1589 personnes de plus de 18 ans, réparties dans toutes les régions du Québec. L'étude complète est disponible sur ledevoir.com

légèrement la région du 450, avec 34% des intentions de vote, quelques points devant le PQ (32%) et le PLQ (29%). Considérant la marge d'erreur plus grande de ces échantillons, tout le monde est à égalité.

La firme de sondage a par ailleurs demandé aux répondants quel serait leur deuxième choix s'il ne pouvait voter pour leur parti préféré. Et c'est la CAQ qui serait le «meilleur deuxième» avec 26% d'appuis, devant le PQ (13%), Québec solidaire (11%), les libéraux et Option nationale (7% chacun). La CAQ trouve la majorité de ces appuis de deuxième choix chez les électeurs libéraux (un sur deux opterait pour la CAQ en deuxième choix). Les élec-

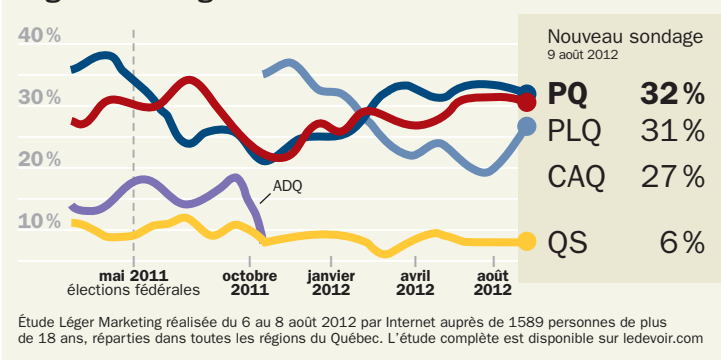
teurs péquistes seraient 28% à voter CAQ, alors que 22% choisiraient Québec solidaire. Les électeurs de la CAQ choisiraient quant à eux le PQ (29%) avant le PLQ (23%).

La lecture du sondage indique autrement que 70% des répondants (dont les deux tiers du groupe des 18-24 ans) ne souhaitent pas que les étudiants tiennent des manifestations durant la campagne électorale (24% y sont favorables). Mais si les étudiants manifestent, c'est le PQ (32%) et les libéraux (30%) qui pourraient le plus en tirer profit, estiment les personnes sondées. La CAQ a peu à gagner et peu à perdre d'une telle situation (6%).

Le Devoir

Le PLQ et le PQ toujours à égalité

L'évolution des intentions de votes dans les sondages Léger marketing - Le Devoir



Étude Léger Marketing réalisée du 6 au 8 août 2012 par Internet auprès de 1589 personnes de plus de 18 ans, réparties dans toutes les régions du Québec. L'étude complète est disponible sur ledevoir.com

Méthodologie

L'étude a été réalisée par Internet auprès de 1589 personnes de 18 ans et plus, réparties dans toutes les régions du Québec, du 6 au 8 août 2012. Par comparaison, un échantillon probabiliste de 1589 répondants aurait une marge d'erreur de plus ou moins 2,5%, 19 fois sur 20. Les données finales du sondage ont été pondérées à l'aide des données du recensement de 2011 selon l'âge, le sexe, la langue maternelle, le degré de scolarité, la com-

position du foyer (avec ou sans enfant) et la région, de façon à garantir un échantillon représentatif de la population québécoise.

Les répondants de cette étude ont été sélectionnés aléatoirement à partir du panel Internet LégerWeb, comprenant 185 000 ménages au Québec, selon un procédé de stratification des listes d'invitation assurant la représentativité optimale des répondants. Les panélistes ont été recrutés aléatoirement à partir des enquêtes téléphoniques de Léger.

Le Devoir

ACCURSO

SUITE DE LA PAGE 1

quartier général de la GRC pour être interrogé.

La police fédérale soutient qu'à l'aide de fausses factures et de l'utilisation d'un prénom à l'étranger, le plan élaboré a pu soustraire les compagnies de Francesco Bruno et M. Accurso de leurs obligations fiscales au Canada. Selon la GRC, le stratagème, qualifié de «plan d'action», détaillait tous les éléments d'un subterfuge peaufiné afin de contourner l'Agence du revenu du Canada.

Un des accusés est Adriano Furguele, un ancien chef d'équipe à Revenu Canada. «M. Furguele, alors chef d'équipe de l'Agence du revenu du Canada, aurait rédigé ce plan en 17 étapes, pour déjouer les vérifications légitimes de l'Agence de revenu du Canada. Ce plan proposait diverses ruses», a indiqué le caporal Luc Thibault.

L'enquête «Coche» a permis de cibler M. Accurso, M. Bruno, M. Furguele et Francesco Fiorino, qui font tous face à six chefs d'accusation, dont complot, fraude, usage de faux, ainsi qu'abus de confiance par un fonctionnaire public. Ils seront accusés formellement lors de leur comparution au palais de justice de Montréal le 19 septembre prochain.

Un cinquième individu a été arrêté et rencontré par les enquêteurs en lien avec cette enquête amorcée en 2008. «La Gendarmerie royale du Canada poursuit activement le projet Coche visant des irrégularités à l'Agence de revenu, et d'autres accusations pourraient suivre», a fait savoir le caporal Thibault.

M. Accurso en est à sa deuxième arrestation en peu de temps. En avril dernier, il avait été arrêté par l'escouade Marteau avec 13 autres personnes, en lien avec un présumé système de fraude dans la ville de Mascouche. Il fait dans ce cas l'objet d'accusations de fraude, de complot et d'abus de confiance.

De lucratifs contrats

Malgré l'adoption par l'Assemblée nationale de la loi 35, qui vise à contrer les pratiques frauduleuses dans le domaine de la construction, et malgré les accusations portées contre lui, Tony Accurso continue de décrocher de nombreux



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Tony Accurso a été arrêté hier matin pour la deuxième fois en quatre mois.

contrats à la Ville de Montréal.

Depuis le début de l'année 2012, une de ses entreprises, Louisbourg SBC, a obtenu huit contrats totalisant 31,3 millions. Et lors du prochain conseil municipal, qui aura lieu le 20 août prochain, les élus pourraient accorder à cette entreprise et à Gastier M.P., une autre entreprise de l'homme d'affaires, 17 contrats de plus, pour un total de 69,6 millions pour les huit premiers mois de 2012.

Lors de sa réunion hebdomadaire, mercredi, le comité exécutif a toutefois préféré suspendre l'octroi de 14 contrats pour donner le temps au Contentieux et aux divers services municipaux concernés de procéder à des vérifications supplémentaires. Ces contrats s'ajoutent à trois autres qui ont été confiés à la Commission sur l'examen des contrats la semaine précédente.

L'administration est préoccupée par le nombre croissant de contrats obtenus par les entreprises de M. Accurso, a expliqué hier le vice-président du comité exécutif, Richard Deschamps.

La Ville est aux prises avec un dilemme, car la Loi sur les cités et villes oblige les municipalités à accorder leurs contrats aux plus bas soumissionnaires conformes, a soutenu M. Deschamps. Même si en vertu de la loi 35, deux entreprises de Tony Accurso, soit Constructions Louisbourg et Simard-Beaudry, ne peuvent plus obtenir de contrats publics, cela n'empêche pas d'autres entreprises de l'homme d'affaires, comme Louisbourg SBC, de le faire. «On est toujours dans la situation où on offre le service ou [...] on retient le contrat avec le risque de se faire poursuivre comme institution. On n'est pas à l'aise avec ça, mais c'est la situation à laquelle nous sommes confrontés», a dit M. Deschamps.

En juin dernier, le maire Tremblay avait d'ailleurs pressé le ministre des Affaires municipales, Laurent Lessard, de resserrer la loi 35, exaspéré de constater que la part de contrats obtenus par Tony Accurso, loin de diminuer, augmentait d'année en année malgré toutes les mesures adop-

tées par Québec.

Les partis d'opposition à l'Hôtel de Ville croient que l'administration doit cesser d'octroyer des contrats à Tony Accurso, quitte à s'exposer à des poursuites. «Nous, on aurait mis un terme à ça, a fait valoir la mairesse de l'arrondissement de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles et membre de Vision Montréal, Chantal Rouleau. Être poursuivi par quelqu'un qui est menotté et qui est accusé de fraude, de corruption, de collusion et qui est un des éléments les plus importants du scandale des compteurs d'eau? [...] S'il s'agit de mettre fin à la corruption, à la collusion et à ce système qui existe, oui, ça vaut la peine.»

Le chef de Projet, Richard Bergeron, qui affirme que la loi n'oblige pas la Ville à accorder un contrat au plus bas soumissionnaire, abonde dans le même sens: «Il faudrait que Tony Accurso soit culotté pour poursuivre la Ville de Montréal. Et s'il le faisait, il devrait être sous serment et on pourrait le contre-interroger. On aurait beaucoup de plaisir! On n'aurait peut-être même pas besoin de la commission Charbonneau!»

Mieux vaudrait consacrer quelques centaines de milliers de dollars en frais d'avocats pour défendre la Ville que de verser des millions de profits dans les poches de Tony Accurso, fait-il valoir.

Chantal Rouleau estime que les chefs des partis provinciaux, qui sont en campagne électorale, devront prendre position sur cet épineux problème. «À la Ville de Montréal, on a un problème sérieux», a-t-elle dit.

Pour sa part, Jean Charest a vu dans l'arrestation de Tony Accurso, hier, la démonstration que la sphère politique n'a aucune influence sur les décisions prises par les forces policières. «Le timing de ces choses-là, c'est eux qui décident», a-t-il dit lors d'un point de presse.

Le chef libéral a soutenu que le phénomène de la corruption était présent avant l'arrivée au pouvoir des libéraux. «Il existe ailleurs dans le monde et dans le reste du Canada, a-t-il souligné. Ce problème ne sera pas vaincu et nous ne pouvons nous asseoir sur nos lauriers.»

Avec La Presse canadienne
Avec Robert Dutriscac
Le Devoir

TRIPLÉ

SUITE DE LA PAGE 1

maica Observer à titrer Ja'1-2-3. Sans pavoiser. Comme si c'était attendu. Les choses suivent leur cours normal. Les Jamaïcains, a commenté l'Américain Wallace Spearmon, 4^e, sont actuellement «sur une autre planète». Et ils ne semblent pas près de la quitter.

Si ça se trouve, la Jamaïque met même un baume sur les malheurs d'autres nations. On rapporte, par exemple, que les Allemands ne sont pas très contents par les temps qui courent. Malgré une récolte de 37 médailles qui leur vaut le 6^e rang aux Jeux de Londres, ça gronde au pays d'Angela.

Après que l'Allemagne eut été incapable de décrocher le moindre podium en natation, le quadruple médaillé d'or Roland Matthes a parlé d'un résultat «honteux», d'une équipe «inepte» et d'un «manque total de jugeote». Il est allé jusqu'à dire que la natation allemande avait «besoin d'un dictateur» pour sortir de son état de «sport d'un pays en voie de développement».

L'hebdomadaire Die Zeit, lui, a demandé: «Sommes-nous trop fatigués pour les Jeux olympiques?» L'escrimeuse Imke Duplitzer a blâmé un manque de ressources financières et de personnel. Le président de la Fédération allemande des sports olympiques, Thomas Bach, a fait de même: les athlètes potentiels reçoivent trop peu de soutien et beaucoup abandonnent la compétition. «Si quelqu'un commence à s'entraîner en se disant que s'il remporte une médaille olympique, il sera bien placé pour la suite de sa vie, je lui dirais d'aller plutôt s'acheter un billet de loterie.»

Les critiques en agacent toutefois plusieurs. La coureuse de haies Carolin Nytra a ainsi écrit sur Twitter: «Hé le monde, ça devient ridicule tous les "couch potatoes" qui nous taillent en pièces à propos du faible nombre de médailles! Bougez-vous les fesses!»

Mais à travers tout ça, qui a salué le pays? Usain Bolt soi-même en personne. Après sa victoire au 100 m dimanche, il a tenu à rendre hommage au D^r Hans-Wilhelm Müller-Wohlfahrt, le médecin bavarois qui a soigné son dos ces derniers mois. «Il est le meilleur médecin au monde, un homme

formidable, a dit Bolt. Une partie de cette médaille d'or revient à l'Allemagne.»

Vous voyez bien qu'il ne sert à rien de s'énerver.

Par définition, un athlète olympique, cela sue beaucoup. Au point de rendre glissant le parquet de badminton, de basket-ball de handball ou de volleyball. Il importe en conséquence de l'essuyer régulièrement et prestement, une tâche à laquelle s'astreint avec brio une armée de volontaires que l'on peut apercevoir à la dérobée, en arrière-plan, lorsqu'il y a un temps d'arrêt dans un match.

Or la vadrouille olympique constitue un art qui possède des règles bien précises, nous apprend l'influent Wall Street Journal, celui-là même qui rapportait il y a peu que Michael Phelps avait coutume d'uriner dans la piscine. (Sur le même sujet, le site Web funnyordie.com présente une entrevue «exclusive» rigolote avec Ryan Lochte qui dit qu'il fait pareil puisqu'il est comme un animal et marque donc son territoire. Il incite aussi les jeunes à l'imiter.)

Ainsi, il est crucial de bien faire ses étirements avant une joute, car les risques d'élongation musculaire sont réels. Dans le cas du badminton, cinq sessions de formation ont été données, dont la première consistait à montrer comment ne pas avoir l'air de s'ennuyer sur les lignes de côté.

Les responsables de la vadrouille sont tenus de garder les bras le long du corps, de ne pas regarder les joueurs dans les yeux ni de leur prodiguer des conseils stratégiques. Et si des joueurs fûtés tentent d'obtenir une pause en demandant que le court soit nettoyé, il faut bien attendre le signal de l'arbitre, seul maître à bord, avant de procéder.

On doit faire ça vite — l'opération porte le nom de «vadrouille Usain Bolt» —, et les vadrouilleurs travaillent fort pour bâtir leur confiance et croire qu'ils sont capables d'accomplir le boulot. Et ils sont d'autant plus excités qu'il fait chaud dans les amphithéâtres bondés, car les athlètes suent ainsi davantage et les préposés à la vadrouille olympique se sentent plus utiles.

La prochaine fois, nous aurons droit à un documentaire sur le gars qui s'occupe de la Mini Cooper téléguidée qui rapporte les javelots, les disques, les poids et les marteaux à l'aire de lancement.

LE DEVOIR

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h Renseignements et administration : 514 985-3333



Le Devoir sur ledevoir.com



sur Facebook et sur Twitter

La rédaction

Au téléphone 514 985-3333 / 418 643-1541
Par courriel redaction@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-3360

Publicité

Au téléphone 514 985-3399
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305
Par télécopieur 514 985-3390

Avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514 985-3344
Par courriel avisdev@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-3340

Petites annonces et publicité par regroupement

Au téléphone 514 985-3322
Par télécopieur 514 985-3340

Abonnements (lundi à vendredi, 7h30 à 16h30)

Au téléphone 514 985-3355
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 463-7559
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-5967

Agenda culturel

Au téléphone 514 985-3346
Par télécopieur 514 985-3390